

La Banque Scotia réalise un solide bénéfice trimestriel de plus de 1 milliard de dollars

Points saillants du troisième trimestre :

- Bénéfice (dilué) par action de 0,98 \$, contre 1,02 \$ pour l'exercice précédent et 0,97 \$ au dernier trimestre
- Bénéfice net de 1,01 milliard de dollars, contre 1,03 milliard de dollars pour l'exercice précédent et 0,98 milliard de dollars au dernier trimestre
- Rendement des capitaux propres de 21,0 %, contre 21,7 % pour l'exercice précédent
- Ratio de productivité de 54,3 %, contre 53,0 % pour l'exercice précédent

Toronto, le 26 août 2008 – La Banque Scotia a déclaré aujourd'hui pour son troisième trimestre un bénéfice net de 1,01 milliard de dollars, contre 1,03 milliard de dollars à la période correspondante de 2007. Le bénéfice net a progressé de 3 % comparativement à celui de 980 millions de dollars inscrit au trimestre précédent, par suite surtout d'une hausse du revenu d'intérêts net et des revenus associés aux opérations avec la clientèle ainsi que de la vigueur des revenus de transaction.

Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,98 \$, contre 1,02 \$ à la période comparable de 2007, et 0,97 \$ au trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres est resté de bonne tenue, à 21,0 %.

« En ces temps difficiles qui frappent actuellement le secteur des services financiers à l'échelle mondiale, de faire valoir le président et chef de la direction, Rick Waugh, la stratégie de la Banque Scotia, qui est de diversifier ses affaires selon les secteurs d'activité et les régions géographiques, lui a permis de bien tirer son épingle du jeu. D'un exercice sur l'autre, le total des revenus s'est accru de 5 %, l'actif ayant fortement progressé de 54 milliards de dollars, ou 13 %, grâce à l'apport des trois secteurs de croissance : le Réseau canadien, les Opérations internationales et Scotia Capitaux. Ces gains ont été contrebalancés par une augmentation des provisions pour pertes sur créances dans certains de nos portefeuilles de prêts aux particuliers, une baisse des revenus tirés des marchés financiers en regard des niveaux records atteints au cours de la même période l'an dernier et une hausse des charges engagées pour appuyer les mesures de croissance. Le ratio de productivité de la Banque de 54,3 %, le meilleur du secteur, rend compte de la constance efficace que nous avons appliquée à la maîtrise de nos coûts. Notre bilan demeure solide et nos coefficients de capital sont excellents.

« En outre, d'ajouter Rick Waugh, le Réseau canadien a dégagé des résultats records pour le trimestre, avec des revenus qui se sont accrus de 9 % au total comparativement à ceux de la période correspondante de 2007. Tous les réseaux de ventes ont enregistré une hausse des prêts hypothécaires, de sorte que la part de marché s'est accrue, tandis que les dépôts de particuliers se sont accrus de 12 % et ont permis à la Banque d'enregistrer la croissance de la part de marché la plus élevée du secteur. Ce secteur a aussi profité de l'augmentation des revenus tirés de la gestion du patrimoine, notamment un gain de la part de marché des fonds communs de placement pour le sixième trimestre d'affilée et la croissance des prêts commerciaux et des prêts aux petites entreprises.

« Les Opérations internationales ont tiré parti de la forte croissance interne soutenue, en particulier au chapitre des prêts hypothécaires et des cartes de crédit, d'une importante augmentation des dépôts et des retombées positives des acquisitions réalisées, partiellement annulées par une hausse des impôts et par une augmentation des provisions pour pertes sur créances.

« Scotia Capitaux a connu un trimestre solide au cours duquel elle a profité de ses portefeuilles diversifiés; elle a bénéficié des revenus sans précédents tirés de Scotia Waterous et des titres à revenu fixe, du solide apport de ScotiaMocatta ainsi que des opérations de change et de l'apport accru des entreprises de prêts. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par un recul des résultats des dérivés qui avaient atteint des niveaux records au même trimestre l'an dernier.

« La culture de la Banque en matière de gestion du risque lui permet de bien se comporter en dépit des secousses qui animent actuellement les marchés financiers mondiaux.

« Notre situation de trésorerie reste enviable et donne à la Banque les ressources qu'il lui faut pour poursuivre ses possibilités d'acquisition stratégique et d'expansion de ses affaires.

« La seconde moitié de 2008 montre une amélioration comparativement aux deux premiers trimestres de notre exercice, compte tenu de nos actifs qui continuent de croître dans nos trois secteurs d'activité et de la reprise des marchés financiers. Bien que nous soyons en bonne voie pour atteindre trois de nos quatre grands objectifs financiers et opérationnels, il est peu probable que nous atteignons l'objectif d'augmentation du bénéfice par action que nous nous étions fixé à la fin du dernier exercice étant donné le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale. »

T3

2008

Résultats cumulatifs par rapport aux principaux objectifs financiers et opérationnels de 2008

1. Objectif : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP)¹⁾ se situant entre 20 % et 23 %. Pour la période de neuf mois à l'étude, la Banque Scotia a affiché un RCP de 20,3 %.

2. Objectif : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 7 % à 12 %. D'un exercice sur l'autre, le bénéfice par action a enregistré une croissance négative de 9 %.

3. Objectif : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 57 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 55,1 % pour la période de neuf mois.

4. Objectif : Maintenir de solides coefficients de capital. À 9,8 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide, selon les normes canadiennes et internationales.

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.



	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
<i>(non vérifié)</i>					
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)					
Revenu d'intérêts net	1 946	1 873	1 812	5 633	5 382
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	2 049	1 973	1 913	5 954	5 697
Total des revenus	3 374	3 172	3 201	9 385	9 412
Total des revenus (BMEF ¹⁾)	3 477	3 272	3 302	9 706	9 727
Dotation à la provision pour pertes sur créances	159	153	92	423	175
Frais autres que d'intérêts	1 889	1 794	1 752	5 352	5 202
Charge d'impôts	287	209	296	689	859
Charge d'impôts (BMEF ¹⁾)	390	309	397	1 010	1 174
Bénéfice net	1 010	980	1 032	2 825	3 091
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	978	958	1 016	2 750	3 056
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,99	0,97	1,03	2,79	3,09
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,98	0,97	1,02	2,77	3,06
Rendement des capitaux propres (en pourcentage) ¹⁾	21,0	21,4	21,7	20,3	22,2
Ratio de productivité (en pourcentage) (BMEF ¹⁾)	54,3	54,8	53,0	55,1	53,5
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (en pourcentage) (BMEF ¹⁾)	1,79	1,76	1,86	1,78	1,90
Données du bilan (en millions de dollars)					
Liquidités et titres	124 079	129 749	121 633		
Prêts et acceptations	283 742	267 875	233 004		
Total de l'actif	462 407	452 573	408 115		
Dépôts	332 469	322 438	286 985		
Actions privilégiées	2 560	2 210	1 290		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 801	18 213	18 377		
Actifs sous administration	207 433	202 266	198 786		
Actifs sous gestion	37 842	32 917	31 031		
Mesures du capital²⁾					
Coefficient du capital de catégorie 1 (en pourcentage)	9,8	9,6	9,7		
Coefficient du capital total (en pourcentage)	11,5	11,7	10,6		
Coefficient des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque ³⁾ (en pourcentage)	7,6	7,5	7,7		
Actif pondéré en fonction du risque (en millions de dollars)	225 801	218 878	219 771		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux ³⁾ (en millions de dollars)	1 009	845	584		
Provision générale pour pertes sur créances (en millions de dollars)	1 323	1 323	1 298		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ³⁾	0,36	0,32	0,25		
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,23	0,24	0,16	0,22	0,12
Données sur les actions ordinaires					
Cours de l'action (en dollars)					
Haut	52,51	50,00	54,67	54,00	54,73
Bas	41,95	42,00	48,91	41,95	48,80
Clôture	49,98	47,82	49,45		
Actions en circulation (en millions)					
Moyenne (de base)	989	986	988	986	990
Moyenne (diluée)	994	992	996	993	999
Fin de la période	990	987	982		
Dividendes par action (en dollars)	0,49	0,47	0,45	1,43	1,29
Rendement de l'action (en pourcentage)	4,1	4,1	3,5	4,0	3,3
Ratio de distribution ⁴⁾ (en pourcentage)	49,6	48,4	43,7	51,3	41,8
Capitalisation boursière (en millions de dollars)					
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	49 475	47 194	48 578		
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	18,99	18,45	18,71		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	2,6	2,6	2,6		
	13,4	12,7	12,4		
Autres données					
Employés ⁵⁾	62 209	62 143	57 152		
Succursales et bureaux ⁵⁾	2 557	2 529	2 289		

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 6 pour l'analyse de ces mesures.

2) Depuis le 1^{er} novembre 2007, les coefficients de capital réglementaire sont déterminés selon les règles de Bâle II. Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été déterminés selon les règles de Bâle I.

3) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

4) Représente le dividende sur actions ordinaires de la période en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires au cours de la période.

5) Certains chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de comprendre les chiffres définitifs de toutes les nouvelles acquisitions.

Stratégies de réussite

Les marchés financiers mondiaux ont continué d'être secoués au troisième trimestre de 2008 – ce qui n'a pas empêché la Banque Scotia d'améliorer son rendement. À nouveau, nous avons dégagé de solides résultats tout en mettant en exécution notre stratégie, dont les trois principaux objectifs sont une croissance soutenue de nos revenus, une gestion efficace de notre capital et le développement de notre leadership.

Nous avons continué d'employer nos capitaux pour le financement d'acquisitions stratégiques et la poursuite de mesures commerciales visant à soutenir nos objectifs de croissance. Au cours du trimestre, nous avons ainsi annoncé la conclusion d'un accord définitif portant sur l'achat de E*TRADE Canada auprès de sa société mère américaine pour la somme de 442 millions de dollars américains. Cette acquisition permettra à la Banque Scotia de multiplier par deux sa présence sur le marché canadien du placement en ligne et viendra soutenir la croissance de son segment de gestion du patrimoine.

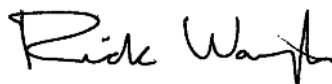
Nous avons montré notre confiance à l'égard du marché péruvien et avons accentué notre stratégie de croissance en y effectuant récemment plusieurs acquisitions, notamment en portant notre participation dans la Scotiabank Peru de 78 % à 98 % au moyen du rachat d'actions détenues jusque-là par la banque italienne Intesa Sanpaolo S.p.A.

Nous avons en outre passé une alliance avec la HDFC Bank en Inde, qui permettra à la Banque Scotia de mieux servir les citoyens indiens souhaitant émigrer au Canada, tout en mettant par ailleurs ses clients du Canada en rapport avec l'une des principales institutions financières indiennes.

ScotiaMocatta, la division des métaux précieux de Scotia Capitaux, a obtenu le statut de membre financier étranger de la Bourse de l'or de Shanghai (« SGE »), principale bourse de métaux précieux en Chine, ce qui lui donnera le droit de négocier de l'or, de l'argent et du platine par l'entremise de sa succursale de Guangzhou, dans le sud de la Chine.

Même si les conditions du marché ne s'allègent pas, nous n'en restons pas moins encouragés par les robustes résultats enregistrés par nos trois secteurs d'activité, par notre rigueur au chapitre de la gestion du risque et par la grande compétence de notre personnel. Dans le cadre de Point de vue, le sondage annuel de nos salariés, les employés de la Banque Scotia du monde entier nous ont confirmé l'importance qu'ils accordaient à leur emploi à la banque. Pour 2008, l'indice de satisfaction globale des employés s'est chiffré à 86 %, tandis que l'indice de diversité, qui mesure le niveau de respect et de sensibilité de la direction à l'égard des questions de conciliation travail-famille, tel que le perçoivent les employés, s'est établi à 88 %.

À l'aube des derniers mois de 2008, nous restons fermement axés sur l'exécution de nos stratégies et priorités, de manière à bien pouvoir amorcer la poursuite de notre croissance en 2009.



Rick Waugh

Président et chef de la direction

Objectifs 2008 – Notre tableau de bord équilibré

Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 20 % à 23 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice dilué par action
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 57 %
- Bonnes cotes de crédit
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Solides coefficients de capital

Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Relations plus étroites avec nos clients existants
- Recrutement de nouveaux clients

Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et de mobilisation des employés
- Grande diversité de nos effectifs
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans la collectivité

Réseau canadien

- La Banque Scotia a conclu une entente portant sur l'acquisition de E*TRADE Canada sous réserve des approbations réglementaires. Forte d'un actif géré de 4,7 milliards de dollars et d'un effectif de 190 employés, E*TRADE Canada figure parmi les grandes sociétés de courtage en ligne, proposant un éventail de produits et de services aux investisseurs autonomes et institutionnels. La conclusion de ce marché se trouvera à doubler la présence de la Banque Scotia sur le marché canadien du placement en ligne et est un signe de notre volonté d'accentuer nos activités dans le secteur de la gestion du patrimoine et d'y augmenter nos affaires.
- Nous avons lancé le programme d'épargne Dépôt d'appoint^{MC}, qui permet aux clients d'accroître leur épargne chaque fois qu'ils utilisent leur Carte Scotia pour faire un achat à un point de vente. Les clients ont ainsi la possibilité de transformer en épargne leurs achats par débit chaque fois qu'ils décident d'arrondir le montant total de leur achat à la tranche supérieure de 1 \$ ou de 5 \$, le reste étant déposé automatiquement dans un *Maître Compte*^{MD}, compte d'épargne à intérêt élevé. Il s'agit d'une première au Canada, qui rehausse d'autant la compétitivité de la Banque Scotia.
- Dans le cadre de la campagne *Dépassez-vous – Visez le million*, qui vise à aider les petites entreprises à trouver des stratégies pour développer leurs affaires, la Banque Scotia a mis en œuvre un moyen nouveau de joindre ce segment de marché. À l'aide d'un véhicule récréatif spécialement équipé pour sa mission, notre équipe Petites entreprises est en train de parcourir le pays dans le cadre d'une tournée pancanadienne de cinq mois qui l'amènera dans 70 localités. À chaque étape, l'équipe fait la promotion des outils, compétences et services offerts aux petites entreprises souhaitant accéder au prochain stade de leur croissance.

Opérations internationales

- Nous continuons d'agrandir notre réseau de distribution afin d'accroître notre clientèle dans les marchés clés. Au cours du trimestre, nous avons ouvert 22 nouvelles succursales, dont 15 au Mexique. Nous avons également ouvert un bureau de représentation en Turquie.
- Au Pérou, l'un des principaux marchés d'Amérique latine, nous poursuivons notre expansion au chapitre des services complémentaires grâce à l'achat d'une participation de 47,5 % dans Profuturo, caisse de retraite péruvienne privée. Profuturo est la quatrième caisse de retraite privée en importance au pays et détient une part de marché de 23 % selon le nombre de clients et une part de 17 % des revenus de ce secteur. La Banque Scotia travaillera de concert avec un groupe d'actionnaires locaux actuels de Profuturo pour gérer l'entreprise.
- Pour la deuxième année consécutive, la Banque Scotia en Jamaïque est lauréate du prix Or dans la catégorie Qualité globale décerné par MasterCard Worldwide pour l'excellence de ses réalisations au plan de l'exploitation. Ce prix souligne la qualité exceptionnelle des activités d'exploitation.

Scotia Capitaux

- ScotiaMocatta est désormais membre de la Bourse de l'or de Shanghai, la principale bourse de métaux précieux en Chine. Il s'agit là de la première fois qu'une succursale d'une banque étrangère se voit ainsi accorder le statut de membre.

- Scotia Capitaux a été cosyndicataire dans le cadre d'un placement à tranches multiples de 1,3 milliard de dollars américains d'obligations garanties par nantissement de titres de la National Rural Utilities Cooperative Finance Corporation des États-Unis. L'opération est le plus grand placement d'obligations dont Scotia Capitaux a été le chef de file jusqu'à présent, pour ce qui est de la valeur en dollars américains.
- Scotia Waterous a agi à titre de conseiller financier exclusif auprès de Hupecol Caracara LLC, dans le cadre de la vente par celle-ci de 920 millions de dollars américains d'actifs pétroliers colombiens à CEPESA Colombia S.A., filiale à 100 % de la Compañía Española de Petróleos, S.A.
- Scotia Capitaux a agi à titre de conseiller financier exclusif auprès de Hecla Mining Co., dans le cadre de l'achat, pour 750 millions de dollars américains, de la participation de Rio Tinto dans la mine d'argent de Greens Creek. Parallèlement à cette opération, Scotia Capitaux a été l'unique chef de file et agent administratif à l'égard de facilités de crédit de 380 millions de dollars américains, et a fourni le montage pour le programme de couverture des taux d'intérêt qui y était lié.

Faits saillants concernant le personnel

- Les résultats de notre sondage annuel du personnel Point de vue révèlent que la Banque Scotia continue d'être un employeur de choix à l'échelle mondiale malgré les difficultés liées au contexte commercial. Cette année, 82 % de nos employés dans le monde ont répondu au sondage, et leurs impressions ont permis de dégager un niveau de satisfaction élevé, mesuré à partir de deux indices. L'indice de satisfaction globale des employés s'établit à 86 % pour 2008, tandis que l'indice de diversité, qui mesure les perceptions des employés en ce qui concerne le respect qui leur est témoigné et la sensibilité de la direction aux questions de conciliation travail-famille, s'établit à 88 %.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia a été le principal commanditaire de la 5^e Conférence mondiale sur le cancer du sein, qui s'est tenue à Winnipeg en juin. Cette conférence triennale vise l'établissement de réseaux, l'éducation publique et la recherche sur cette maladie d'importance, qui frappe un trop grand nombre de gens dans le monde. En avril et en mai, les succursales de la Banque Scotia au Canada ont accepté des dons en échange d'épinglettes, dons qui ont servi à défrayer quelque 150 délégués qui, autrement, n'auraient pas eu les moyens d'assister à la conférence. La Banque Scotia a aussi fait don d'un montant de plus de 207 000 \$, égalant du coup l'ensemble des dons ainsi recueillis. Des employés issus de 60 succursales de Winnipeg y ont aussi officié à titre bénévole.
- Scotiabank El Salvador poursuit son parrainage du projet promouvant la santé à l'école avec l'Université Brock, et fait un don de 120 500 \$, nécessaire à la réalisation des activités entreprises cette année. Ce projet, mis en œuvre avec le concours de l'université nationale de El Salvador, vise l'enseignement de l'éducation physique axé sur le respect de soi et la non-violence comme matière au programme pédagogique du ministère de l'Éducation du Salvador.

Énoncés prospectifs Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs verbaux et écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, et de tels énoncés peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières du Canada ou de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis, ou à toute autre communication. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act* et des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Ces énoncés comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs, en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs sont notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs, notamment les changements apportés aux lois fiscales; le risque opérationnel et le risque de réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les principales hypothèses et estimations comptables; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépenses et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'extérieur de la Banque, notamment par l'utilisation inédite de nouvelles technologies pour commettre des fraudes à l'endroit de la Banque ou de ses clients; le regroupement du secteur canadien des services financiers; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la page 56 du rapport annuel 2007 de la Banque.

La liste des facteurs importants énoncés ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique « Perspectives » contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, à www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer son rendement, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR se trouvent dans notre rapport de gestion aux pages 7 à 21. Leur définition est donnée ci-dessous.

Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres et comptabilisé dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Pour le trimestre à l'étude, le montant de la majoration du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts au titre de la BMEF s'est élevé à 103 millions de dollars, contre 101 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 100 millions de dollars au trimestre précédent. Pour la période de neuf mois à l'étude, le montant de la majoration du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts au titre de la BMEF s'est établi à 321 millions de dollars, comparativement à 315 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Aux fins de la présentation des informations sectorielles, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est comptabilisée dans le secteur « Autres ».

Ratio de productivité (BMEF)

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio représente les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (BMEF)

Ce ratio représente le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, exprimé en pourcentage du total de l'actif moyen.

Levier d'exploitation

La Banque définit le levier d'exploitation comme le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale moins le taux de croissance des frais.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage du capital qui a été investi pour réaliser ce bénéfice. L'adoption des nouvelles normes comptables traitant des instruments financiers au premier trimestre de 2007 s'est traduite par certains gains et pertes non réalisés qui sont constatés dans une nouvelle composante des capitaux propres. La Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à l'aide des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, compte tenu de toutes les nouvelles composantes des capitaux propres.

Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de l'information de gestion, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et des autres risques propres à chaque secteur. Le montant réparti est communément appelé capital économique. Le rendement des capitaux propres par secteur d'activité est fondé sur le capital économique attribué à chaque secteur d'activité. L'écart entre le montant du capital économique nécessaire pour soutenir l'exploitation des secteurs d'activité de la Banque et le total de ses capitaux propres est constaté dans le secteur « Autres ».

Coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences de notation externes et les investisseurs. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires représentent la somme du total des capitaux propres et de la participation sans contrôle dans les filiales, déduction faite des actions privilégiées, des gains ou des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et sur les couvertures de flux de trésorerie, de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts). Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

Les coefficients de capital réglementaire, comme le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, ont une signification normalisée, définie par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »).

Résultats financiers et situation financière du Groupe

Le 26 août 2008

Le bénéfice net de la Banque Scotia pour le trimestre a enregistré une progression et s'est établi à 1 010 millions de dollars. Bien que le bénéfice net du trimestre soit en baisse de 2 %, ou 22 millions de dollars, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, il a augmenté de 3 %, ou 30 millions de dollars, par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice 2008.

Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, l'accroissement du revenu d'intérêts net découlant des acquisitions et de la croissance interne de l'actif ainsi que l'amélioration des revenus générés par les clients pour le trimestre à l'étude ont été plus que contrebalancés par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, la baisse des revenus tirés des marchés des capitaux, l'augmentation des frais engagés pour soutenir les mesures visant la croissance et l'incidence défavorable de la conversion de devises.

La montée du bénéfice net pour le trimestre à l'étude par rapport à celui du deuxième trimestre a découlé principalement de la croissance du revenu d'intérêts net, de l'augmentation des revenus tirés des marchés financiers, de la hausse des revenus générés par les clients et de la progression des gains nets sur les titres détenus à des fins autres que de transaction. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des charges de rémunération et l'incidence de la hausse du taux d'imposition effectif.

Le bénéfice net pour la période de neuf mois écoulée a atteint 2 825 millions de dollars, en baisse de 266 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La progression du revenu d'intérêts net ayant découlé de la forte croissance de l'actif, l'apport net favorable des acquisitions et la diminution du taux d'imposition effectif ont été plus que contrebalancés par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, le recul des revenus de transaction et les réductions de valeur inscrites à l'égard de certains instruments de crédit structuré au cours de l'exercice. La diminution du bénéfice net pour les neuf premiers mois de l'exercice a également découlé de l'augmentation des frais et de l'incidence défavorable de la conversion de devises.

Total des revenus

Pour le trimestre écoulé, le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 3 477 millions de dollars, soit une hausse de 175 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 205 millions de dollars, ou 6 % par rapport à celui du deuxième trimestre. La progression sur douze mois tient à la croissance du revenu d'intérêts net ainsi qu'à la hausse des revenus générés par les clients, conjuguées à l'apport des acquisitions récentes. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus tirés des marchés financiers et l'incidence de la conversion de devises.

La progression du total des revenus par rapport à celui du deuxième trimestre a découlé avant tout de la hausse du revenu d'intérêts net attribuable à la croissance de l'actif dans les secteurs des Opérations internationales et du Réseau canadien et aux deux jours supplémentaires du trimestre à l'étude, de la hausse des revenus de transaction et des gains sur titres, ainsi que de l'essor de l'ensemble des revenus générés par les clients.

Le total des revenus pour la période de neuf mois écoulée, qui s'est établi à 9 706 millions de dollars, a été de 21 millions de dollars inférieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) du trimestre écoulé s'est chiffré à 2 049 millions de dollars, en hausse de 136 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 76 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à celui du deuxième trimestre.

L'augmentation de ce revenu par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent a découlé de la croissance de l'actif dans tous les secteurs d'activité, particulièrement dans celui des prêts aux grandes sociétés et aux particuliers, compte tenu de l'apport considérable des acquisitions. Cette croissance a été contrebalancée en partie par le resserrement de la marge et l'incidence défavorable de la conversion de devises.

La forte croissance du revenu d'intérêts net par rapport à celui du deuxième trimestre est attribuable essentiellement à la croissance soutenue de l'actif, aux deux jours supplémentaires du trimestre à l'étude et à l'incidence favorable des instruments dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif.

Le revenu d'intérêts net pour les neuf premiers mois de l'exercice a crû de 257 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 5 954 millions de dollars. Cette augmentation a été stimulée par la vigoureuse croissance interne de l'actif et l'apport des acquisitions récentes, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par l'incidence défavorable de la conversion de devises et le resserrement des marges par suite d'une augmentation relative des frais de financement de gros et des pertes sur les instruments dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif.

La marge sur intérêts de la Banque s'est établie à 1,79 %, contre 1,86 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et 1,76 % pour le deuxième trimestre. Le recul de la marge par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement attribuable à l'incidence défavorable des variations de la juste valeur des instruments dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif, aux changements dans la composition des actifs, notamment l'accroissement des prêts hypothécaires à taux variable dégageant un faible rendement, et à la hausse relative des frais de financement de gros. La marge s'est légèrement accentuée en regard de celle du deuxième trimestre par suite du recul des actifs détenus à des fins de transaction.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 1 428 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse de 39 millions de dollars, ou 3 %, en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse a été observée dans toutes les catégories de revenus générés par les clients, en raison de l'accroissement des activités menées par les clients, compte tenu de l'apport des acquisitions. Les revenus de titrisation ont également progressé. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par le recul des revenus de transaction en regard des revenus particulièrement élevés gagnés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, par la diminution des gains nets réalisés sur les titres détenus à des fins autres que de transaction ainsi que par l'incidence défavorable de la conversion de devises.

La montée de 129 millions de dollars, ou 10 %, des autres revenus du trimestre à l'étude par rapport à ceux du deuxième trimestre est essentiellement attribuable à la croissance générale des opérations engagées par des clients, à la vigueur des revenus tirés

des services bancaires d'investissement et des revenus de transaction, particulièrement en ce qui a trait aux instruments dérivés et à l'augmentation des gains nets sur les titres détenus à des fins autres que de transaction.

Les autres revenus pour la période de neuf mois à l'étude se sont établis à 3 752 millions de dollars, en baisse de 278 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique avant tout par la diminution des revenus de transaction, les réductions de valeur de certains instruments de crédit structuré inscrites au cours de l'exercice, la baisse des commissions de prise ferme et l'incidence défavorable de la conversion de devises. Ces facteurs ont été quelque peu atténués par la progression des revenus générés par les clients et l'augmentation des revenus liés aux fonds communs de placement et des revenus de titrisation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 159 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse de 67 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, et de 6 millions de dollars en regard de celle du deuxième trimestre. L'augmentation de la dotation pour le trimestre en regard de celle de la période correspondante de l'exercice précédent est attribuable à la hausse des dotations relatives au portefeuille de prêts aux particuliers au sein du secteur des Opérations internationales, ainsi qu'à l'augmentation des dotations pour les secteurs Scotia Capitaux et Réseau canadien. Un exposé plus complet sur le risque de crédit est fourni ci-après.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 889 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en hausse de 137 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable aux mesures mises en œuvre visant à soutenir les activités et la croissance, notamment l'ouverture de succursales au Canada, au Mexique, au Chili et au Pérou, de même qu'à l'incidence des acquisitions récentes. En outre, des provisions de 28 millions de dollars visant des obligations contractuelles ont été inscrites relativement aux acquisitions initiales de la Banque au Pérou. Ces facteurs ont été quelque peu atténués par l'incidence favorable de la conversion de devises et le recul de la rémunération liée au rendement dans une mesure conforme à la diminution des revenus de transaction.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 95 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre. Cette progression a découlé principalement de la croissance des charges liées à la rémunération et aux avantages sociaux ainsi que des provisions visant des obligations au Pérou. La croissance des charges liées à la rémunération et aux avantages sociaux a découlé des deux jours supplémentaires du trimestre à l'étude, de la hausse de la rémunération liée au rendement en raison de la montée des revenus de transaction et des commissions en fonction du volume, ainsi que de l'accroissement de la rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des honoraires.

Les frais autres que d'intérêts pour la période de neuf mois à l'étude se sont chiffrés à 5 352 millions de dollars, en hausse de 150 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux de 5 202 millions de dollars inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a découlé essentiellement des acquisitions et des mesures mises en œuvre visant à soutenir la croissance, et elle a donc été observée dans la plupart des

catégories. Ces facteurs ont été quelque peu atténués par l'incidence favorable de la conversion de devises, la baisse de la rémunération à base d'actions et le recul de la rémunération liée au rendement, principalement par suite de la diminution des revenus de transaction.

Le ratio de productivité s'est établi à 54,3 % pour le trimestre à l'étude, contre 53,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, et 54,8 % au deuxième trimestre. Le levier d'exploitation de la Banque pour le trimestre à l'étude calculé par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent s'est établi à un pourcentage négatif de 2,6 %, tandis qu'il s'est chiffré à un pourcentage positif de 0,9 % lorsque calculé par rapport aux résultats du deuxième trimestre. Le levier d'exploitation depuis le début de l'exercice s'est établi à un pourcentage négatif de 3,1 %, en partie par suite des réductions de valeur de certains instruments de crédit structuré inscrites au cours de l'exercice et de la baisse des revenus de transaction par rapport aux revenus particulièrement élevés constatés au cours de l'exercice précédent.

Impôts

Le taux d'imposition effectif a été de 21,7 % pour le trimestre à l'étude, contre 21,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 17,0 % pour le deuxième trimestre. Le faible écart avec le taux de l'exercice précédent s'explique avant tout par la baisse du taux d'imposition prévu par la loi au Canada, contrebalancée par la diminution du revenu dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. L'augmentation du taux par rapport à celui du trimestre dernier a découlé principalement de la baisse du revenu de dividende exonéré d'impôts et de la diminution du revenu dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés.

Le taux d'imposition effectif pour les neuf premiers mois de l'exercice s'est établi à 19,1 %, contre 21,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 56 à 67 du Rapport annuel 2007.

Risque de crédit

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances a été de 159 millions de dollars pour le troisième trimestre, en regard des 92 millions de dollars inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent et des 153 millions de dollars comptabilisés au deuxième trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux portefeuilles du Réseau canadien s'est chiffrée à 99 millions de dollars, en hausse par rapport à celle de 77 millions de dollars inscrite au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a découlé des dotations plus importantes pour les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux particuliers. Les variations des dotations pour le portefeuille de prêts aux entreprises ont essentiellement trait à deux comptes, et elles ont été suscitées par la progression des services bancaires aux petites entreprises. Les dotations pour le portefeuille de prêts aux particuliers sont principalement liées au volume se rapportant à Avantage Concessionnaire Scotia, et elles ont été contrebalancées en partie par une réduction des dotations pour les autres prêts personnels. La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 3 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Opérations internationales a été de 56 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 31 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, mais en baisse de 4 millions de dollars en regard de celle du deuxième trimestre. L'augmentation en regard de la dotation du trimestre correspondant de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à la croissance de l'actif du portefeuille de prêts aux particuliers, à l'acquisition au Chili, à la hausse des dotations pour le portefeuille de prêts aux entreprises dans les Antilles et en Asie et à l'accroissement du taux de défaillances en ce qui a trait aux prêts aux particuliers au Mexique. La hausse des dotations pour le portefeuille de prêts aux particuliers au Mexique et au Pérou a été partiellement contrebalancée par les recouvrements et reprises nets au titre des prêts aux entreprises, surtout au Mexique. Le léger recul de la dotation par rapport à celle du deuxième trimestre est principalement attribuable aux activités au Mexique et au Pérou, où l'augmentation des recouvrements et des reprises sur les provisions à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises qui n'étaient plus nécessaires a été en partie atténuée par la majoration des dotations à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers.

Scotia Capitaux a inscrit une dotation à la provision pour pertes sur créances de 4 millions de dollars au troisième trimestre, contre un recouvrement net de 10 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent, et un recouvrement net de 9 millions de dollars au deuxième trimestre. L'augmentation tant par rapport au montant pour le troisième trimestre de l'exercice précédent qu'à celui pour le deuxième trimestre a trait à une nouvelle dotation aux États-Unis.

Le montant net total des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances, s'élevait à 1 009 millions de dollars au 31 juillet 2008, en hausse de 164 millions de dollars par rapport au montant inscrit pour le deuxième trimestre. Cette augmentation a trait principalement aux activités des secteurs Opérations Internationales et Scotia Capitaux. La provision générale pour pertes sur créances s'établissait à 1 323 millions de dollars au 31 juillet 2008, soit au même montant qu'à la fin du deuxième trimestre.

Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. La VAR quotidienne moyenne du troisième trimestre s'est élevée à 15,8 millions de dollars, contre 15,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'accroissement du risque de taux d'intérêt ayant été annulé par la diminution du risque sur actions. La VAR quotidienne moyenne est passée de 14,6 millions de dollars au deuxième trimestre à 15,8 millions de dollars pour le trimestre à l'étude en raison principalement de la réduction de l'avantage conféré par la diversification des facteurs de risque.

	Moyenne pour les trimestres terminés les		
Facteur de risque (en millions de dollars)	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007
Taux d'intérêt	13,0 \$	12,8 \$	9,0 \$
Actions	3,5	3,0	8,7
Change	0,9	1,3	2,0
Marchandises	3,0	3,6	1,3
Effet de la diversification	(4,6)	(6,1)	(5,4)
VAR à l'échelle de la Banque	15,8 \$	14,6 \$	15,6 \$

Des pertes de transaction ont été subies pendant 11 jours au troisième trimestre, contre 21 jours au deuxième trimestre, en raison de l'amointrissement de la volatilité des marchés pour le trimestre à l'étude. Ces pertes se situent largement à l'intérieur des limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque d'illiquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. De façon générale, elle peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses engagements. Au 31 juillet 2008, les actifs liquides s'élevaient à 107 milliards de dollars, ou 23 % du total de l'actif, contre 112 milliards de dollars, ou 25 % du total de l'actif, au 30 avril 2008. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 68 % et d'autres actifs liquides, y compris la trésorerie et les dépôts auprès d'autres banques, à hauteur de 32 % (respectivement 70 % et 30 % au 30 avril 2008).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque affecte des titres et d'autres actifs en nantissement afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également mettre des titres en pension. Au 31 juillet 2008, le total des actifs donnés en nantissement ou mis en pension s'établissait à 69 milliards de dollars, soit le même montant qu'au 30 avril 2008.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 72 et 122 du Rapport annuel 2007, n'ont pas été modifiées. Toutes les opérations avec des apparentés sont toujours effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Au 31 juillet 2008, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 462 milliards de dollars, soit une croissance de 50 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2007, compte tenu de l'incidence favorable de la conversion de devises de 16 milliards de dollars et de l'acquisition de Banco del Desarrollo. La plupart des catégories d'actifs, notamment les prêts aux particuliers, les prêts aux entreprises et les prêts aux grandes sociétés, ont connu une croissance. Les actifs se sont accrus de 9 milliards de dollars en regard de ceux du trimestre précédent.

Le portefeuille de prêts de la Banque a augmenté de 45 milliards de dollars, ou 20 %, depuis le 31 octobre 2007, et une tranche de 7 milliards de dollars de cette augmentation est attribuable à la conversion de devises. Pour ce qui est des prêts aux particuliers, les prêts hypothécaires à l'habitation canadiens se sont accrus de 15 milliards de dollars, compte non tenu des opérations de titrisation de 3 milliards de dollars. L'acquisition de Banco del Desarrollo, au Chili, par le secteur Opérations internationales a compté pour 1 milliard de dollars dans la croissance des prêts hypothécaires. Les prêts personnels ont affiché une progression de 7 milliards de dollars, toutes les régions ayant enregistré une croissance.

Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 26 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007, ou 21 milliards de dollars compte non tenu de l'incidence de la conversion de devises. Les prêts de Scotia Capitaux ont grimpé de 11 milliards de dollars tant en ce qui a trait aux prêts aux grandes sociétés qu'au soutien des opérations de transaction. Au sein du secteur des Opérations internationales, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques se sont accrus de 13 milliards de dollars. L'acquisition de Banco del Desarrollo a représenté un apport de 3 milliards de dollars, et les prêts en Asie et aux Antilles, des apports respectifs de 5 milliards de dollars et de 2 milliards de dollars.

Les titres ont augmenté de 2 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007. Les titres disponibles à la vente ont progressé de 6 milliards de dollars, et cette progression a été atténuée par une baisse de 4 milliards de dollars des titres détenus à des fins de transaction. Le recul des titres détenus à des fins de transaction a découlé principalement de la diminution de la taille du portefeuille de titres de capitaux propres. Au 31 juillet 2008, les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 207 millions de dollars (compte tenu des montants relatifs aux dérivés et aux couvertures connexes), en baisse de 348 millions de dollars par rapport à ceux du deuxième trimestre, situation surtout attribuable à la cession de titres au cours du trimestre à l'étude, à la diminution de la valeur marchande des titres de capitaux propres et à la réduction de valeur de certains titres de créance à la suite de l'accroissement des écarts de taux.

Au 31 juillet 2008, le total du passif se chiffrait à 441 milliards de dollars, en hausse de 48 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2007, compte tenu de l'incidence de la conversion de devises de 17 milliards de dollars.

Le total des dépôts a grimpé de 44 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2007, ce total comprenant 11 milliards de dollars attribuables à l'incidence de la conversion des devises et 6 milliards de dollars, à l'acquisition de Banco del Desarrollo. Les dépôts de particuliers ont augmenté de 12 milliards de dollars, ce qui comprend une hausse de 2 milliards de dollars attribuable à la croissance des CPG de particuliers canadiens. Les dépôts autres que de particuliers, notamment les dépôts d'autres banques, d'entreprises et d'administrations publiques, ont progressé de 32 milliards de dollars, compte tenu de l'incidence de la conversion de devises de 10 milliards de dollars. Cette progression a avant tout permis de financer la forte croissance de l'actif de la Banque.

Le total des capitaux propres a augmenté de 2,6 milliards de dollars par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2007. Cette hausse est surtout attribuable au capital généré en interne, qui s'est élevé à 1,3 milliard de dollars, à l'émission pour 925 millions de dollars d'actions privilégiées à dividende non cumulatif au cours des neuf premiers mois de l'exercice et à une augmentation de 146 millions de dollars du cumul des autres éléments du résultat étendu. L'augmentation des gains de change non réalisés à l'égard des établissements étrangers de la Banque par suite de l'affaiblissement du dollar canadien a été en grande partie contrebalancée par la diminution des pertes non réalisées inscrites dans les autres éléments du résultat étendu.

Gestion du capital

Mise en œuvre de l'accord de Bâle II

L'accord de Bâle sur les fonds propres révisé (« Bâle II ») est entré en vigueur pour les banques canadiennes le 1^{er} novembre 2007. Bâle II est conçu de manière à mieux harmoniser les normes de fonds propres réglementaires avec le profil de risque de chaque banque en apportant des changements importants aux exigences de fonds propres pour le risque de crédit et en présentant une nouvelle charge explicite au titre des fonds propres pour tenir compte du risque d'exploitation.

Bâle II préconise deux méthodes principales pour le calcul du risque de crédit : l'approche standard, qui fait appel à des pondérations prescrites pour le risque de crédit, et l'approche fondée sur les notations internes, qui permet l'utilisation de modèles internes d'une banque pour calculer certaines ou la totalité des données clés qui entrent dans le calcul des fonds propres

réglementaires. Les utilisateurs de l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée ») doivent avoir des systèmes de gestion du risque perfectionnés pour calculer les fonds propres réglementaires en fonction du risque de crédit, et l'application de cette approche est susceptible de donner lieu à des fonds propres réglementaires moins importants que ceux obtenus par les autres méthodes permises. Lorsqu'une banque parvient à prouver sa pleine conformité aux exigences de l'approche NI avancée et que le BSIF approuve l'utilisation de cette approche, la banque peut alors l'utiliser pour calculer les fonds propres requis. Toutefois, afin de limiter une baisse soudaine des fonds propres dans l'ensemble du secteur, des fonds propres minimums transitoires ont été imposés pour les deux premières années suivant l'adoption intégrale de l'approche NI avancée. Un plancher minimal de fonds propres équivalant à 90 % de la formule préconisée par l'accord de Bâle initial (« Bâle I ») s'applique durant la première année de l'autorisation définitive. Pour la deuxième année, le plancher passe à 80 % de la formule. Depuis qu'elle a reçu l'autorisation des autorités de réglementation au cours du deuxième trimestre, la Banque applique le plancher de 90 %.

La Banque a reçu du BSIF l'autorisation d'appliquer l'approche NI avancée, sous réserve de conditions, à l'égard de ses portefeuilles importants du Canada, des États-Unis et d'Europe en date du 1^{er} novembre 2007. Selon les objectifs de la Banque, cette approche sera adoptée à l'égard des autres principaux portefeuilles de crédit en novembre 2010. Dans l'intervalle, la Banque utilisera l'approche standard pour ces portefeuilles. Par ailleurs, elle utilise actuellement l'approche standard pour calculer les fonds propres requis pour le risque d'exploitation. La majeure partie des exigences en matière de fonds propres qui visent le risque de marché s'appliquant à la Banque n'ont pas subi de changement.

Coefficients de capital

La Banque continue à maintenir un capital qui reflète une situation solide. Au 31 juillet 2008, le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total aux termes de l'accord de Bâle II se chiffraient respectivement à 9,8 % et à 11,5 % comparativement à 9,6 % et à 11,7 % au 30 avril 2008.

Le coefficient du capital de catégorie 1 s'est raffermi de 20 points de base, le capital généré en interne et l'émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif d'une valeur de 350 millions de dollars ayant plus que contrebalancé l'incidence de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction du risque par suite de la croissance interne de l'actif. Le coefficient du capital total a diminué de 20 points de base, en raison surtout du remboursement anticipé prévu des débentures subordonnées de 425 millions de dollars.

Le coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires était de 7,6 % au 31 juillet 2008 contre 7,5 % au 30 avril 2008.

Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers occupent une grande place dans le bilan, et ils font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la rubrique intitulée « Gestion du risque » à la page 8.

Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont présentées aux pages 69 et 70 du Rapport annuel 2007. La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des

données d'évaluation lorsque des données du marché observables ne sont pas disponibles. La direction pose également un jugement pour ce qui est du choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements pourrait avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers comptabilisés.

Au cours du trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont généralement découlé de la conjoncture économique, sectorielle et du marché.

Au 31 juillet 2008, le total du notionnel des instruments dérivés s'établissait à 1 485 milliards de dollars, contre 1 287 milliards de dollars au 31 octobre 2007, et cette variation est observable parmi la plupart des catégories de dérivés. La proportion des dérivés détenus à des fins de transaction et celle des dérivés détenus à des fins autres que de transaction ou à des fins de gestion de l'actif et du passif sont demeurées généralement inchangées. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation et des garanties financières admissibles, s'élevait à 22 milliards de dollars, contre 21 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent.

Rapport du Forum sur la stabilité financière

En avril 2008, le Forum sur la stabilité financière, à la demande des ministres et des gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7, a publié son rapport sur la situation actuelle du marché du crédit. Le rapport énonce plusieurs recommandations clés, notamment l'amélioration de la transparence au moyen de la communication d'informations plus étoffées sur les risques liés aux instruments financiers qui, du point de vue des marchés, font l'objet de risques plus élevés, notamment les véhicules hors bilan et les instruments structurés. En réponse à ces recommandations, la Banque a fourni des informations supplémentaires dans les rubriques ci-après intitulées « Arrangements hors bilan » et « Principaux instruments de crédit ».

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers. Ces arrangements appartiennent surtout à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (les « EDDV »), les opérations de titrisation, et les garanties et autres engagements. Au cours du trimestre, la Banque n'a conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cadre de ses activités normales. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Fonds multicédants parrainés par la Banque

La Banque parraine trois fonds multicédants, deux de ceux-ci étant établis au Canada et un, aux États-Unis. Ces fonds multicédants versent à la Banque des droits d'émission de papier commercial et des honoraires de gestion des programmes ainsi que des commissions liées à la liquidité, lesquels droits et commissions ont totalisé 16 millions de dollars au troisième trimestre (15 millions de dollars pour le deuxième trimestre).

Comme il est décrit plus en détail ci-après, l'exposition de la Banque à ces fonds multicédants hors bilan se compose principalement de concours de trésorerie, de rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme et de papier commercial détenu temporairement. La Banque surveille ces risques afin de s'assurer qu'elle ne devra pas consolider les actifs et les passifs du fonds multicédant.

Canada

Le principal risque auquel la Banque est exposée relativement aux fonds multicédants au Canada découle des concours de trésorerie consentis, ceux-ci s'établissant, au total, à 5,2 milliards de dollars au 31 juillet 2008 (6,0 milliards de dollars au 30 avril 2008). À la clôture du trimestre, la Banque détenait environ 4 % du total du papier commercial émis par ces fonds multicédants. Le tableau suivant présente un sommaire des actifs détenus dans les deux fonds multicédants canadiens de la Banque au 31 juillet 2008 et au 30 avril 2008, par risques sous-jacents :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 juillet 2008		
	Actifs financés	Engagements non provisionnés	Risque total ¹⁾
Prêts-auto/locations	3 000 \$	192 \$	3 192 \$
Prêts pour matériel	1 063	64	1 127
Créances clients	203	93	296
Prêts hypothécaires à l'habitation	95	1	96
Prêts pour régime de retraite	178	4	182
Prêts à des sociétés d'investissement à capital fixe	164	160	324
Total ²⁾	4 703 \$	514 \$	5 217 \$

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 30 avril 2008		
	Actifs financés	Engagements non provisionnés	Risque total ¹⁾
Prêts-auto/locations	3 629 \$	329 \$	3 958 \$
Prêts pour matériel	1 013	71	1 084
Créances clients	207	89	296
Prêts hypothécaires à l'habitation	102	2	104
Prêts pour régime de retraite	204	4	208
Prêts à des sociétés d'investissement à capital fixe	194	184	378
Total ²⁾	5 349 \$	679 \$	6 028 \$

1) Le risque de la Banque a trait aux concours de trésorerie à l'échelle mondiale et aux lettres de garantie.

2) Ces actifs proviennent en substance du Canada.

La quasi-totalité des actifs des fonds multicédants ont été structurés de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Environ 27 % des actifs financés ont obtenu une cote AA- ou meilleure de la part d'agences de notation externes. Le reste des actifs financés ont une cote AA- ou meilleure selon le programme de notation interne de la Banque. Ces fonds multicédants ne contiennent que des actifs de première qualité. La période de remboursement moyenne pondérée des actifs financés est d'environ 1,0 an (1,1 an au 30 avril 2008), et 71 % de ceux-ci arrivent à échéance à moins de 3 ans. Ces deux fonds multicédants ne sont pas exposés aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis.

États-Unis

Le principal risque auquel la Banque est exposée relativement au fonds multicédant aux États-Unis découle des concours de trésorerie et des rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme consentis, ceux-ci s'établissant, au total, à 11,8 milliards de dollars au 31 juillet 2008 (12,2 milliards de dollars au 30 avril 2008). Les rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme sont consentis dans le but d'éponger l'excédent d'une partie des pertes relatives aux actifs en souffrance, s'il y a lieu, sur les pertes couvertes par des rehaussements de crédit propres à des actifs particuliers. À la clôture du trimestre à l'étude, la Banque ne détenait pas de papier commercial émis par ce fonds multicédant.

Le tableau suivant présente un sommaire des actifs détenus dans le fonds multicédant américain de la Banque au 31 juillet 2008 et au 30 avril 2008, par risques sous-jacents :

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2008		
	Actifs financés	Engagements non provisionnés	Risque total ¹⁾
Créances sur cartes de crédit	981 \$	732 \$	1 713 \$
Prêts-auto/locations	2 849	1 016	3 865
Créances clients	1 886	1 511	3 397
Prêts à des sociétés			
d'investissement à capital fixe	663	578	1 241
Titres diversifiés adossés à des actifs	806	16	822
Titres adossés à des créances avec flux groupés/titres adossés à des prêts avec flux groupés ²⁾	338	–	338
Prêts aux sociétés ³⁾	316	103	419
Total ⁴⁾	7 839 \$	3 956 \$	11 795 \$

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2008		
	Actifs financés	Engagements non provisionnés	Risque total ¹⁾
Créances sur cartes de crédit	1 012 \$	675 \$	1 687 \$
Prêts-auto/locations	2 836	1 108	3 944
Créances clients	1 552	1 585	3 137
Prêts à des sociétés			
d'investissement à capital fixe	634	835	1 469
Titres diversifiés adossés à des actifs	805	16	821
Titres adossés à des créances avec flux groupés/titres adossés à des prêts avec flux groupés ²⁾	332	–	332
Prêts aux sociétés ³⁾	317	506	823
Total ⁴⁾	7 488 \$	4 725 \$	12 213 \$

1) Le risque de la Banque a trait aux rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme et aux concours de trésorerie à l'échelle mondiale.

2) Ces actifs ont obtenu une cote AA ou supérieure des agences de notation externes.

3) Ces actifs représentent des prêts garantis auxquels des agences de notation externes ont attribué une cote de grande qualité.

4) Ces actifs proviennent des États-Unis.

Environ 20 % des actifs financés du fonds multicédant ont obtenu une cote A ou supérieure de la part d'agences de notation externes, et 70 % des actifs financés ont une cote A ou supérieure selon le programme de notation interne de la Banque. Ce fonds multicédant ne contient que des actifs de première qualité. La période de remboursement moyenne pondérée des actifs financés est d'environ 1,2 an (1,1 an au 30 avril 2008), et 75 % de ceux-ci arrivent à échéance à moins de 5 ans.

Le fonds multicédant est composé de placements répartis entre deux groupes de titres adossés à des actifs diversifiés. Ces groupes sont garantis par un assureur spécialisé et ils ont une cote de première qualité selon le programme de notation interne de la Banque. Les actifs sous-jacents à ces titres se composent principalement de prêts aux particuliers, notamment les prêts sur la valeur nette d'une maison aux États-Unis, les prêts aux étudiants et les titres de créances hypothécaires à l'habitation. L'exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis quant à ces titres se chiffrait à environ 24 millions de dollars au 31 juillet 2008 (24 millions de dollars au 30 avril 2008).

Les titres adossés à des créances avec flux groupés (les « TCFG ») et les titres adossés à des prêts avec flux groupés (les « TPFG ») sont composés de cinq placements d'une valeur moyenne de 68 millions de dollars dans des billets bénéficiant d'une cote externe de AAA émis par des TCFG et des TPFG synthétiques. La protection de crédit accordée par les TCFG s'appuie sur un portefeuille de titres de sociétés de référence qui sont cotés comme étant de première qualité par des agences de notation externes. Ces TCFG ne font pas l'objet de risques directs ou indirects liés aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis. La composition du portefeuille de référence est bien diversifiée, la pondération moyenne des titres par secteur ne dépassant jamais 16 % du portefeuille.

Les actifs du fonds multicédant ont, dans une large mesure, été structurés de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Chacun des actifs achetés par le fonds multicédant est assorti d'un concours de trésorerie qui lui est propre fourni par la Banque sous la forme de conventions d'achat d'actifs, ce concours de trésorerie étant habituellement structuré de manière à ce que les actifs qui ne sont pas en souffrance soient achetés par la Banque au coût initial du fonds multicédant. Aux termes des conventions d'achat d'actifs, la Banque sera probablement tenue d'acheter les actifs qui cesseront d'être cotés de première qualité, au coût initial du fonds multicédant.

Concours de trésorerie fournis à des fonds multicédants non parrainés par la Banque

Les concours de trésorerie consentis à des fonds multicédants qui ne sont pas administrés par la Banque totalisaient 1,1 milliard de dollars au 31 juillet 2008 (1,4 milliard de dollars au 30 avril 2008), dont une tranche de 1,1 milliard de dollars (1,3 milliard de dollars au 30 avril 2008) était affectée à ceux administrés par des tiers aux États-Unis, et une autre de néant (30 millions de dollars au 30 avril 2008), à ceux administrés par des tiers au Canada. Les actifs contenus dans ces fonds multicédants non parrainés par la Banque et non administrés par celle-ci sont presque entièrement composés de titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers. Environ 84 % de ces actifs ont obtenu une cote AAA de la part d'agences de notation externes, le reste des actifs ayant obtenu une cote de première qualité selon le programme de notation interne de la Banque. La majeure partie des concours de trésorerie ont une durée consentie initiale de 364 jours, prorogeable au gré de la Banque. La durée moyenne pondérée des actifs sous-jacents contenus dans ces fonds multicédants est d'environ deux ans. Ces fonds multicédants ne comportent aucune créance hypothécaire à risque élevé des États-Unis.

Instruments de financement

La Banque a recours à des structures d'accueil pour assurer le financement économique de ses propres activités. La Banque possède deux structures d'accueil : Fiducie de Capital Banque Scotia et Fiducie de billets secondaires Banque Scotia, qui sont des EDDV et qui ne sont pas consolidées au bilan, étant donné que la Banque n'en est pas le principal bénéficiaire. Les titres fiduciaires de la Banque Scotia et les billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia émis par ces fiducies ne sont pas présentés dans le bilan consolidé bien qu'ils soient admissibles à titre de capital réglementaire. Les billets de dépôt émis par la Banque à l'intention de Fiducie de Capital Banque Scotia et de Fiducie de billets secondaires Banque Scotia sont présentés au poste « Dépôts » et

sont admissibles à titre de capital réglementaire. Le total des dépôts provenant de ces fiducies inscrit par la Banque en date du 31 juillet 2008 se chiffrait à 3,3 milliards de dollars, soit le même montant qu'au trimestre précédent. La Banque a inscrit des intérêts débiteurs de 49 millions de dollars à l'égard de ces dépôts tant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 que pour le trimestre terminé le 30 avril 2008.

Autres arrangements hors bilan

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là d'un moyen économique de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a encore titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation pour un montant de 1 milliard de dollars, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés à 11,4 milliards de dollars au 31 juillet 2008, contre 11,6 milliards de dollars au 30 avril 2008.

Le montant des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 4 % depuis le 31 octobre 2007. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 63 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 comparativement à 55 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Principaux instruments de crédit

Titres adossés à des créances hypothécaires

Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction

Le total des titres adossés à des créances hypothécaires classés comme étant disponibles à la vente représentait environ 1 % du total des actifs de la Banque au 31 juillet 2008. Les placements au 31 juillet 2008 et au 30 avril 2008 s'établissaient comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au	Au
	31 juillet 2008	30 avril 2008
	Valeur	Valeur
	comptable	comptable
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes ¹⁾	5 055 \$	5 478 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales ²⁾	113	116
Titres adossés à d'autres créances hypothécaires à l'habitation	48	12
Total	5 216 \$	5 606 \$

1) *La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre une garantie de paiement en temps opportun aux investisseurs dans des titres hypothécaires LNH.*

2) *Les actifs sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se rapportent à des propriétés non canadiennes.*

L'exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis est négligeable.

Portefeuille de transaction

Le total des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres détenus à des fins de transaction représentait moins de 0,1 % du total des actifs de la Banque au 31 juillet 2008. Les placements au 31 juillet 2008 et au 30 avril 2008 s'établissaient comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au	Au
	31 juillet 2008	30 avril 2008
	Valeur	Valeur
	comptable	comptable
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes ¹⁾	229 \$	389 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales ²⁾	42	44
Total	271 \$	433 \$

1) *La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre une garantie de paiement en temps opportun aux investisseurs dans des titres hypothécaires LNH.*

2) *Les actifs sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se rapportent à des propriétés canadiennes.*

Accord de Montréal sur le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA »)

La banque détient du PCAA visé par l'accord de Montréal d'un montant de 144 millions de dollars, présenté en tant que titres disponibles à la vente, soit le même montant qu'au trimestre précédent. Ces titres font actuellement l'objet d'une restructuration qui, si elle est menée à bien, entraînerait leur conversion en titres assortis d'échéances plus longues. La valeur comptable du PCAA de la Banque correspond à environ 62 % de la valeur nominale. La Banque évalue ces titres en tenant compte de la nature des actifs sous-jacents, de l'incidence des écarts de taux en vigueur sur la valeur d'actifs structurés de façon semblable ainsi que d'autres facteurs liés au marché. Aucune réduction de valeur nette relative au PCAA n'a été inscrite au cours du trimestre à l'étude ou du trimestre précédent.

Dans le cadre du plan de restructuration proposé, le Banque aura accès à une facilité de financement sur marge semblable à un engagement de prêts non provisionnés.

Titres adossés à des créances avec flux groupés et titres adossés à des prêts avec flux groupés

Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction

La Banque détient des placements dans des TCFG et des TPFPG dans son portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction, lesquels titres sont essentiellement classés comme étant disponibles à la vente. Les TCFG et les TPFPG se trouvent habituellement exposés au risque lié au crédit structuré soit de façon synthétique par le recours à des dérivés de crédit structuré, soit en raison des placements sous forme de prêts à des sociétés ou d'obligations de sociétés et de la possession de tels prêts ou obligations. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé de la Banque. Les variations de la juste valeur des TCFG et TPFPG fondés sur des actifs liquides sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu, sauf si la juste valeur a subi une perte de valeur durable, laquelle est alors inscrite dans les résultats nets. Les variations de la juste valeur des TCFG et TPFPG synthétiques sont comptabilisées dans le bénéfice net. La quasi-totalité des actifs de référence des placements de la Banque dans des TCFG et des TPFPG sont des titres de sociétés sans exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé. Ces TCFG et TPFPG sont de première qualité et leur cote moyenne pondérée est de AA. Plus de 65 % de ces placements se situent dans la tranche de premier rang, avec une subordination de 9 % ou supérieure. Seulement 8 % de ces placements se situent dans la tranche des titres de capitaux propres. Les compartiments des TCFG et des TPFPG du portefeuille de référence sont bien diversifiés, la

pondération moyenne des titres par secteur ne dépassant jamais 11 % du portefeuille.

Au 31 juillet 2008, la juste valeur des placements de la Banque dans des TCFG se chiffrait à 416 millions de dollars (435 millions de dollars au 30 avril 2008). Ce portefeuille est bien diversifié, et la valeur moyenne de chacun des TCFG est de 21 millions de dollars. Au cours du trimestre à l'étude, la Banque a inscrit une perte avant impôts de 24 millions de dollars dans le bénéfice net (51 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2008) et une perte avant impôts de 2 millions de dollars dans les autres éléments du résultat étendu (26 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2008), en raison des variations de la juste valeur des TCFG.

Au 31 juillet 2008, la juste valeur des placements de la Banque dans des TCFG se chiffrait à 780 millions de dollars (789 millions de dollars au 30 avril 2008). Ce portefeuille est bien diversifié, et la valeur moyenne de chacun des placements dans des TCFG est de 8 millions de dollars. La réduction de la juste valeur des TCFG inscrite dans les autres éléments du résultat étendu au cours du troisième trimestre s'est chiffrée à 20 millions de dollars avant impôts (79 millions de dollars au 30 avril 2008).

La perte non réalisée cumulative comptabilisée dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu à l'égard des TCFG et des TCFG fondés sur des actifs liquides se chiffrait à 183 millions de dollars au 31 juillet 2008 (158 millions de dollars au 30 avril 2008). Bien que la qualité du crédit de ces placements ait légèrement baissé, la Banque a la capacité et l'intention de conserver ces titres jusqu'à ce que leur juste valeur soit recouvrée. Ces pertes non réalisées sont donc considérées comme temporaires.

Une part considérable de ces variations de la juste valeur des TCFG et des TCFG découle des fluctuations du cours des actifs attribuables aux problèmes de liquidité, et non d'un changement de leur qualité de crédit sous-jacente.

Les variations des écarts de taux constituent le principal facteur ayant une incidence sur la valeur des TCFG et des TCFG. Selon les positions détenues au 31 juillet 2008, un accroissement de 10 points de base des écarts de taux visés entraînerait une réduction avant impôts d'environ 3 millions de dollars du bénéfice et de 5 millions de dollars des autres éléments du résultat étendu.

Portefeuille de transaction

La Banque détient également des TCFG synthétiques dans son portefeuille de transaction, en raison des activités de montage et de gestion menées auprès de clients et d'autres institutions financières. Le tableau qui suit présente le total des TCFG du portefeuille de transaction qui ont été acquis ou cédés au 31 juillet 2008 et au 30 avril 2008 :

En cours	Au 31 juillet 2008	
	Juste valeur	
(en millions de dollars)	Valeur nominale	positive (négative)
TCFG – protection vendue	5 706	\$ (1 295)
TCFG – protection achetée	5 515	\$ 1 110

En cours	Au 30 avril 2008	
	Juste valeur	
(en millions de dollars)	Valeur nominale	positive (négative)
TCFG – protection vendue	5 887	\$ (911)
TCFG – protection achetée	5 136	\$ 710

Afin de couvrir son risque net, la Banque acquiert des TCFG auprès d'autres institutions financières ou en cède à ces dernières, et elle achète ou vend des tranches indicelles ou des swaps sur défaillance à désignation unique. Les variations des écarts de taux constituent le principal facteur ayant une incidence sur la valeur des TCFG. Selon les positions détenues au 31 juillet 2008, un accroissement de 10 points de base des écarts de taux visés dans ce portefeuille entraînerait une réduction avant impôts d'environ 3 millions de dollars du bénéfice.

Plus de 85 % de ces TCFG sont de première qualité. Environ 96 % des risques de crédit auxquels la Banque est exposée en ce qui a trait à des contreparties de swaps de TCFG se rapportent à des entités dont la cote de crédit interne ou externe est de A- ou meilleure, alors que le reste est entièrement nanti en espèces.

La quasi-totalité des actifs de référence sous-jacents aux TCFG contenus dans le portefeuille de transaction sont des titres de sociétés, et il n'y a pas de titres adossés à des créances hypothécaires.

Véhicules de placement structuré

Au 31 juillet 2008, la juste valeur des placements de la Banque dans les véhicules de placement structuré (les « VPS ») se chiffrait à 11 millions de dollars, soit le même montant qu'à la fin du deuxième trimestre. La Banque ne parraine ni ne gère aucun VPS, ni ne leur fournit de liquidités.

Risques liés aux titres de type Alt-A

Aux États-Unis, les prêts sont classés comme étant de type Alt-A lorsque les indicateurs de risque dont ils sont assortis sont plus élevés, par exemple lorsque la cote de crédit est faible ou le ratio prêt-valeur, élevé. Au 31 juillet 2008, l'exposition de la Banque aux risques directs et indirects liés aux prêts et aux titres de type Alt-A était négligeable. La Banque n'a pas de programme de prêts hypothécaires au Canada qu'elle estime être un équivalent des titres américains de type Alt-A.

Risques liés aux assureurs spécialisés

La Banque n'est pas directement exposée de façon importante aux risques liés aux assureurs spécialisés. Son exposition indirecte se chiffre à 2,8 milliards de dollars (3,2 milliards de dollars au 30 avril 2008) sous forme de garanties qui améliorent les transactions financières avec les administrations publiques et d'autres transactions, lorsque la Banque fournit des facilités de crédit soit à des émetteurs de titres ou à des entités qui détiennent ces titres. Les transactions financières avec les administrations publiques auxquelles la Banque est exposée, qui s'établissent à 1,8 milliard de dollars (2,3 milliards de dollars au 30 avril 2008), ont essentiellement trait aux municipalités et aux États américains. Les titres liés à ces facilités sont principalement cotés de première qualité sans garantie et représentent le risque qu'encourrait la Banque si une garantie n'était pas disponible. Plus de 85 % de ces titres ont une cote A ou supérieure.

Les autres risques indirects liés aux assureurs spécialisés s'élevaient à 1,0 milliard de dollars (0,9 milliard de dollars au 30 avril 2008). Ces risques représentent surtout des garanties de 0,8 milliard de dollars (0,8 milliard de dollars au 30 avril 2008) fournies par des assureurs spécialisés à l'égard de titres adossés à des actifs diversifiés détenus dans le fonds multicédant américain de la Banque (se reporter à la page 11). Si ce n'était de ces garanties, certains des actifs sous-jacents aux titres adossés à des actifs de natures diverses n'auraient pas une cote de première qualité.

Au cours du deuxième trimestre, la Banque a remplacé la protection en cas de défaillance auparavant fournie par un assureur spécialisé par une protection offerte par une autre contrepartie au swap, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un gain modeste au poste Revenus de transaction de la rubrique «Autres revenus pour ce trimestre ».

Prêts adossés

La Banque peut offrir un financement adossé à des clients dont la cote de solvabilité n'est pas de première qualité afin de faciliter leurs activités de rachat, d'acquisition et de restructuration. Au 31 juillet 2008 et au 30 avril 2008, l'exposition de la Banque aux prêts à fort effet de levier financier en attente de syndication était minime.

Risques liés au secteur de l'automobile

L'exposition de la Banque au risque lié aux prêts dans le secteur de l'automobile en Amérique du nord et en Europe a trait aux prêts consentis à des concessionnaires d'automobiles, à des fabricants de pièces de rechange, à des sociétés de financement automobile et à des équipementiers. Le risque lié à l'ensemble de ces prêts se chiffrait à 4,8 milliards de dollars au 31 juillet 2008, inchangé par rapport au risque inscrit au trimestre précédent. Environ 60 % de ces prêts ont obtenu une cote de première qualité d'une agence de notation externe ou selon le programme de notation interne de la Banque.

Titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers

La Banque détient des titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers d'une valeur de 7,1 milliards de dollars (7,3 milliards de dollars au 30 avril 2008), qui sont classés comme étant disponibles à la vente. La quasi-totalité de ces titres sont adossés à des créances, seuls 3 % de ceux-ci représentant des contrats de location. Les titres adossés à des créances sont liés à des contrats de vente à tempérament (les « prêts »), lesquels sont en majeure partie acquis au moyen d'une facilité de crédit renouvelable de 6 milliards de dollars américains servant à acheter des titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers aux États-Unis auprès d'une société de financement automobile nord-américaine. La durée jusqu'au renouvellement de cette facilité est d'environ deux ans et celle-ci a récemment été modifiée de manière à permettre au vendeur de céder à la Banque des créances canadiennes plutôt que des créances américaines pendant une période limitée. Cette facilité a été structurée de manière à fournir des rehaussements de crédit sous la forme d'un surantissement accordé au moment de l'achat des prêts, ce qui fait qu'il n'est pas nécessaire de s'en remettre au vendeur pour l'obtention de rehaussements de crédit. Aux termes de la facilité de crédit renouvelable, le rehaussement de crédit pour chaque achat ultérieur correspond à un multiple des plus récentes données recueillies sur les pertes pour l'ensemble du portefeuille géré du vendeur.

La Banque soumet ces titres adossés à des créances à des essais dans des conditions critiques. Aux termes de différents scénarios d'essais, la perte sur ce portefeuille de titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers aux États-Unis ne devrait pas avoir

d'incidence considérable sur les résultats financiers de la Banque. Environ 80 % de ces titres sont cotés AAA par une agence de notation externe et ils ont une durée de vie d'à peu près deux ans.

Ces titres sont inscrits à leur juste valeur et les variations de cette juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. La Banque a inscrit une perte non réalisée cumulative avant impôts de 33 millions de dollars (38 millions de dollars au 30 avril 2008) dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Bien que la qualité du crédit ait reculé dans une certaine mesure, cette perte non réalisée a principalement trait à l'accroissement des écarts de taux. Étant donné que la Banque a la capacité et l'intention de détenir ces titres jusqu'à ce que leur juste valeur soit recouvrée, ces pertes non réalisées sont considérées comme temporaires.

En outre, la Banque fournit des concours de trésorerie aux fonds multicédants qu'elle parraine ainsi qu'à des fonds multicédants parrainés par des tiers, de manière à soutenir les prêts automobiles et les actifs de location contenus dans ces fonds multicédants. Se reporter aux rubriques « Fonds multicédants parrainés par la Banque » à la page 11 et « Concours de trésorerie fournis à des fonds multicédants non parrainés par la Banque » à la page 12.

Dividende par action ordinaire

Dans le cadre de sa réunion tenue le 26 août 2008, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,49 \$ par action ordinaire. Le dividende trimestriel sera versé le 29 octobre 2008 aux actionnaires inscrits le 7 octobre 2008.

Perspectives

Les perspectives de croissance de la production aux États-Unis se sont quelque peu améliorées au cours de la période d'avril à juin, stimulées en cela par d'importants incitatifs monétaires et fiscaux ainsi que par de substantiels gains à l'exportation. Toutefois, le mouvement pourrait bien s'essouffler à nouveau au cours de la seconde moitié de l'année, vu que ces facteurs perdront probablement de leur élan. En dépit des gains que continue de marquer le secteur de la construction par suite du boom des produits de base et des vastes projets d'infrastructure qui ont cours, la croissance de la production au Canada a aussi été tempérée par le recul croissant des exportations de produits manufacturés vers les États-Unis. La Chine, l'Inde, la Russie et plusieurs pays d'Amérique latine demeurent en tête du peloton sur le plan croissance à l'échelle mondiale, quoique leurs perspectives aient également été atténuées par le ralentissement qui s'intensifie à l'échelle internationale.

La seconde moitié de 2008 annonce une amélioration par rapport aux deux premiers trimestres de notre exercice financier, en raison de nos actifs qui continuent de croître dans nos trois secteurs d'activité et de la reprise de l'activité sur les marchés financiers. Bien que la Banque soit en voie d'atteindre trois de ses quatre principaux objectifs financiers et opérationnels, la croissance ralentit à l'échelle mondiale et il est donc peu probable que la Banque atteigne l'objectif d'augmentation du bénéfice par action qu'elle s'était fixé à la fin du dernier exercice.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	1 122 \$	1 051 \$	1 006 \$	3 164 \$	2 901 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	99	102	77	292	217
Autres revenus	564	537	537	1 620	1 585
Frais autres que d'intérêts	914	890	892	2 693	2 632
Charge d'impôts	210	174	179	541	512
Bénéfice net	463 \$	422 \$	395 \$	1 258 \$	1 125 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	8	6	4	20	9
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	455 \$	416 \$	391 \$	1 238 \$	1 116 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	38,5 %	35,3 %	31,8 %	34,8 %	31,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	177 \$	172 \$	156 \$	172 \$	151 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Le Réseau canadien a déclaré un bénéfice net record attribuable aux actionnaires ordinaires de 455 millions de dollars pour le trimestre, en hausse d'un montant substantiel de 64 millions de dollars, ou 16 %, comparativement au troisième trimestre de 2007. Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est accru de 39 millions de dollars, ou 9 %. L'apport du Réseau canadien a représenté 46 % du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque pour le trimestre. Le rendement des capitaux propres a été de 38,5 %, contre 31,8 % pour la même période en 2007.

L'actif moyen avant les titrisations s'est accru de 21 milliards de dollars, ou 14 %, par rapport au troisième trimestre de 2007, par suite surtout de la croissance de l'ordre de 15 milliards de dollars, ou 15 %, des prêts hypothécaires résidentiels. Tous les réseaux de vente ont enregistré une croissance des prêts hypothécaires, laquelle a fait monter la part de marché. Le volume du crédit renouvelable aux particuliers et celui des prêts aux entreprises ont aussi augmenté. Les dépôts de particuliers ont progressé de 9 milliards de dollars, ou 12 %, donnant lieu à des gains de part du marché qui, d'un exercice sur l'autre, ont dépassé ceux enregistrés dans le reste du secteur. Des progrès ont en outre été marqués dans les dépôts à terme ainsi que dans les comptes d'épargne et comptes de chèques, par suite notamment de l'acquisition de la banque Dundee. Les autres dépôts que ceux de particuliers se sont accrus de 5 %. Comparativement au trimestre précédent, l'actif moyen avant les titrisations s'est accru de 5 milliards de dollars, ou 3 %, alimenté par la progression des prêts hypothécaires aux particuliers et des prêts aux entreprises. Les dépôts ont augmenté de 2 % du fait de la croissance des comptes de chèques et comptes d'épargne ainsi que des dépôts à terme.

Le total des revenus a crû de 143 millions de dollars, ou 9 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de 2007, en raison surtout de l'augmentation du revenu d'intérêts net sous l'effet de la forte croissance du volume. Par rapport au trimestre précédent, le total des revenus a augmenté de 98 millions de dollars, ou 6 %, grâce à la croissance tant du revenu d'intérêts net que des autres revenus.

Le revenu d'intérêts net de 1 122 millions de dollars s'inscrit en hausse de 116 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre correspondant de 2007, en raison de la forte hausse du volume des actifs et des dépôts. La plupart des produits ont enregistré une croissance moyenne sur le plan du volume, notamment les services bancaires aux particuliers, aux petites entreprises et aux grandes sociétés. Cette croissance a été atténuée par une diminution de la marge sur intérêts qui a résulté des besoins accrus de financement

de gros. Comparativement au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a progressé de 7 % en raison des deux jours additionnels que comptait le trimestre, tandis que la marge s'est améliorée de 3 points de base par suite surtout du recul des frais de financement, que sont venues atténuer la diminution de l'écart entre le taux préférentiel et le taux de financement, et l'augmentation des besoins de financement.

Les autres revenus se sont chiffrés à 564 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse de 27 millions de dollars, ou 5 %, comparativement au trimestre correspondant de 2007, traduisant l'accroissement des revenus tirés des opérations de change, des revenus provenant des frais de service sur les opérations, des revenus sur cartes et des revenus de gestion du patrimoine. Dans ce dernier cas, la hausse est surtout imputable à l'augmentation des frais de gestion des fonds communs de placement elle-même attribuable à l'augmentation de l'actif moyen et des revenus tirés de la gestion privée, atténuée par le recul des revenus de courtage entraîné par la diminution des nouveaux placements et des activités de transaction de la clientèle. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus se sont accrus de 5 % dans plusieurs catégories, en raison notamment du caractère saisonnier des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 99 millions de dollars pour les portefeuilles du Réseau canadien, contre 77 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2007. Cette variation par rapport à l'exercice précédent est due aux provisions plus élevées qui ont dû être constituées à l'égard des portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. En ce qui concerne les prêts aux entreprises, la hausse tient surtout à deux comptes, ainsi qu'à l'augmentation des services bancaires aux petites entreprises. Les dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux particuliers sont surtout liées au volume généré par Avantage Concessionnaire Scotia et ont été atténuées par une réduction des provisions pour d'autres prêts à des particuliers. La dotation à la provision pour pertes sur créances s'inscrit en baisse de 3 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 2 % en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, par suite des incidences des mesures de croissance qui ont été prises et des acquisitions réalisées. La hausse de ces frais a été atténuée par la baisse de la charge de rémunération à base de commissions. Par rapport au trimestre précédent, les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 3 %, en raison de la hausse du volume, de la charge de rémunération à base d'actions et de la masse salariale en raison des deux jours supplémentaires au trimestre écoulé.

Opérations internationales

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	847 \$	797 \$	703 \$	2 375 \$	2 052 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	56	60	25	146	74
Autres revenus	389	356	250	1 054	847
Frais autres que d'intérêts	698	615	558	1 881	1 697
Charge d'impôts	118	107	65	347	152
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	29	36	29	96	85
Bénéfice net	335 \$	335 \$	276 \$	959 \$	891 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	14	9	6	30	12
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	321 \$	326 \$	270 \$	929 \$	879 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	15,8 %	17,6 %	16,1 %	17,5 %	18,8 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	81 \$	79 \$	65 \$	77 \$	66 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Pour le troisième trimestre, les Opérations internationales se sont soldées par un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 321 millions de dollars, soit 51 millions de dollars, ou 19 %, de plus qu'il y a un an, en dépit de l'incidence négative de 17 millions de dollars attribuable à la conversion de devises. Cette hausse rend compte de la forte croissance du volume à l'échelle du secteur et des retombées positives des acquisitions, lesquelles ont été atténuées par une hausse des impôts au Mexique et par l'augmentation de la dotation aux provisions pour pertes sur créances. Le bénéfice net marque un recul de 5 millions de dollars, ou 2 %, comparativement au trimestre précédent.

Le secteur a représenté 33 % du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque et il a affiché un rendement des capitaux propres de 15,8 %.

À 81 milliards de dollars, l'actif moyen a crû de 16 milliards de dollars, ou 25 %, d'un exercice sur l'autre, malgré l'effet défavorable, à hauteur de 5 %, de la conversion des devises. Cette croissance résulte de l'acquisition réalisée au Chili, de la progression de 34 % du portefeuille de prêts aux entreprises, surtout en Asie, et de la ferme avance marquée par les cartes de crédit et les prêts hypothécaires, qui se sont accrus respectivement de 35 % et de 25 %. La croissance interne de 7 % des dépôts à faible coût a également été appréciable. Par rapport au trimestre précédent, l'actif moyen a augmenté de 2 milliards de dollars, soit 3 %.

Le total des revenus s'est chiffré à 1 236 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 283 millions de dollars, ou 30 %, comparativement au trimestre correspondant de 2007, et tient compte de l'incidence défavorable, à hauteur de 42 millions de dollars, de la conversion des devises. Par rapport au trimestre précédent, les revenus ont augmenté de 83 millions de dollars, soit 7 %.

Le revenu d'intérêts net s'est chiffré à 847 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 144 millions de dollars, ou 21 %, comparativement au trimestre correspondant de 2007, en dépit de l'incidence négative de la conversion des devises, de 29 millions de dollars. En regard du trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a augmenté de 50 millions de dollars, soit 6 %. Ces hausses ont été soutenues par une croissance interne très importante au chapitre des prêts et des dépôts dans l'ensemble du secteur ainsi que par les acquisitions réalisées.

Les autres revenus ont grimpé de 139 millions de dollars, ou 55 %, comparativement au trimestre correspondant de 2007 pour atteindre 389 millions de dollars, malgré l'incidence défavorable, à hauteur de 12 millions de dollars, de la conversion des devises. Cette croissance découle des acquisitions, de la hausse des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction, dont un gain de 40 millions de dollars tiré d'un PAPE réalisé par la Bourse du Mexique, et de la croissance généralisée des autres revenus liés aux opérations. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus ont progressé de 33 millions de dollars. La variation tient surtout au gain tiré du PAPE

réalisé au Mexique, lequel a été atténué par la variation de la juste valeur de certains titres détenus à des fins autres que de transaction ainsi que par les pertes de transaction en Amérique latine. Le reste de la progression est attribuable à une forte croissance liée aux opérations.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 56 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 31 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2007, mais en baisse de 4 millions de dollars sur le trimestre précédent. L'augmentation en regard du trimestre correspondant de 2007 est attribuable principalement à la croissance de l'actif du portefeuille de prêts aux particuliers, à l'acquisition au Chili ainsi qu'aux dotations plus importantes à l'égard des prêts aux entreprises dans les Antilles et en Asie et à la hausse du taux de défaillance des prêts aux particuliers au Mexique. La hausse des dotations à l'égard des prêts aux particuliers au Mexique et au Pérou a été partiellement compensée par un montant net plus élevé de recouvrements et de reprises de provisions à l'égard de prêts aux entreprises, surtout au Mexique. Le léger recul de la dotation par rapport à celle du deuxième trimestre est principalement attribuable aux activités au Mexique et au Pérou, où l'augmentation des recouvrements et des reprises sur les provisions à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises qui n'étaient plus nécessaires a été en partie atténuée par la majoration des dotations à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers.

Les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 698 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 25 % ou 140 millions de dollars par rapport à il y a un an. Cette hausse tient compte de l'incidence favorable de la conversion des devises, à hauteur de 17 millions de dollars, contrebalancée par une augmentation de 49 millions de dollars liée aux acquisitions. La hausse des frais liés à la rémunération, aux locaux, à la publicité, à la technologie et aux primes au rendement est attribuable aux mesures continues d'expansion commerciale ainsi qu'à l'ouverture de 132 nouvelles succursales. En outre, des provisions totalisant 28 millions de dollars ont été constituées à l'égard d'indemnités contractuelles liées à notre acquisition au Pérou. Comparativement au trimestre précédent, les frais se sont accrus de 83 millions de dollars, soit 14 %, du fait principalement de l'action des mêmes facteurs que ceux qui ont joué dans la variation par rapport à il y a un an, et de la hausse des recouvrements de frais en Amérique latine au trimestre précédent.

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,6 % pour le trimestre écoulé, contre 17,5 % pour le trimestre correspondant de 2007 et 22,1 % pour le trimestre précédent de 2008. L'augmentation par rapport à il y a un an vient de la majoration du taux d'imposition effectif au Mexique en raison des dépenses non déductibles et de l'épuisement des reports prospectifs de pertes fiscales. L'augmentation comparativement au trimestre précédent vient d'une légère hausse du taux effectif au Mexique, conjuguée à une baisse du bénéfice dans les pays à faible taux d'imposition, surtout en Asie.

Scotia Capitaux

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	269 \$	246 \$	231 \$	789 \$	796 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	4	(9)	(10)	(15)	(91)
Autres revenus	383	292	413	806	1 134
Frais autres que d'intérêts	254	243	267	688	788
Charge d'impôts	97	49	107	179	337
Bénéfice net	297 \$	255 \$	280 \$	743 \$	896 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	6	4	4	14	8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	291 \$	251 \$	276 \$	729 \$	888 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	34,1 %	29,6 %	27,7 %	28,8 %	30,5 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	162 \$	167 \$	156 \$	162 \$	153 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

L'apport de Scotia Capitaux au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 291 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse de 15 millions de dollars, ou 5 %, sur le trimestre correspondant de 2007 et de 40 millions de dollars, ou 16 %, sur le trimestre précédent. La hausse par rapport au trimestre de 2007 rend compte de l'augmentation du revenu d'intérêts net liée surtout à la croissance du portefeuille de prêts aux grandes sociétés et de l'accroissement des marges sur les prêts. Ce résultat a été quelque peu atténué par la baisse des revenus de transaction, vu que le trimestre de l'exercice précédent avait comporté un niveau record de revenus tirés de dérivés. L'augmentation comparativement au trimestre précédent vient d'une progression des revenus de transaction, particulièrement liée aux dérivés et aux titres à revenu fixe, ainsi que d'une hausse des revenus tirés des services bancaires d'investissement et des activités de prêt. À 34,1 %, le rendement des capitaux propres est de bonne tenue et se situe en nette progression par rapport au trimestre correspondant de 2007 et au trimestre précédent de 2008. L'apport de Scotia Capitaux représente 30 % du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque.

Lactif moyen a augmenté au total de 4 % par rapport à il y a un an, pour se fixer à 162 milliards de dollars. La moyenne des prêts et des acceptations aux sociétés a grimpé de 8 milliards de dollars, ou 25 %, pour l'ensemble des établissements. Il y a également eu une augmentation de 5 milliards de dollars au titre des actifs de transaction, contrebalancée par une réduction des titres pris en pension. La diminution de 5 milliards de dollars, ou 3 %, comparativement au trimestre précédent rend compte du repli des titres de transaction et titres pris en pension, contrebalancé par la progression des transactions et prêts aux grandes sociétés.

Les revenus ont totalisé 652 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars comparativement au troisième trimestre de 2007. La hausse des revenus de nos activités de prêt au Canada et aux États-Unis a plus qu'annulé la modeste réduction des revenus tirés du secteur Marchés des capitaux mondiaux. La baisse des revenus tirés des dérivés par rapport au niveau record enregistré à l'exercice précédent a été largement compensée par la forte croissance de nos autres activités de transaction et, notamment, par un trimestre record pour nos transactions sur titres à revenu fixe. L'amélioration de 114 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent vient d'une nette augmentation des revenus de transaction pour le secteur Marchés des capitaux mondiaux, d'augmentations du revenu d'intérêts net et des revenus tirés des services bancaires d'investissement ainsi que de la perte sur titres

détenus à des fins autres que de transaction subie aux États-Unis au trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net de 269 millions de dollars, soit 16 % de plus qu'à la période correspondante de 2007, est surtout attribuable à une forte croissance des prêts aux grandes sociétés dans toutes les régions ainsi qu'à une amélioration des marges sur prêts au Canada comme aux États-Unis. Comparativement au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a augmenté de 9 %.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de Scotia Capitaux s'est chiffrée à 4 millions de dollars pour le troisième trimestre, contre des recouvrements nets de 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et de 9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008. L'augmentation par rapport au troisième trimestre de 2007 et au trimestre précédent de 2008 tient principalement à la constitution d'une nouvelle provision aux États-Unis.

Les autres revenus se sont établis à 383 millions de dollars, soit 30 millions de dollars, ou 7 %, de moins qu'un an plus tôt. Les revenus du secteur Marchés des capitaux mondiaux ont baissé de 37 millions de dollars, soit 14 %, compte tenu du repli des revenus de transaction liés aux dérivés par rapport au niveau record d'il y a un an. Ce résultat a été compensé en grande partie par une forte croissance des revenus de transaction sur les opérations de change, les métaux précieux et les titres à revenu fixe. Les revenus du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux se sont accrues de 5 % par suite de l'augmentation des commissions de crédit au Canada et aux États-Unis. En regard du trimestre précédent, les autres revenus ont progressé de 91 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des revenus de transaction du secteur Marchés des capitaux mondiaux et de la perte sur titres détenus à des fins autres que de transaction du deuxième trimestre aux États-Unis. Il y a eu par ailleurs de nettes améliorations des commissions de crédit et des revenus tirés des services bancaires d'investissement et, notamment, des revenus records de la part de Scotia Waterous.

Les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 254 millions de dollars pour le trimestre écoulé, un recul de 13 millions de dollars, ou 5 %, en regard de la période comparable de 2007, par suite surtout de la baisse de la charge de rémunération liée au rendement. En regard du trimestre précédent, l'augmentation des frais autres que d'intérêts vient de l'augmentation de la charge de rémunération au rendement, laquelle a été quelque peu atténuée par la baisse des frais informatiques.

Autres¹⁾

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net ³⁾	(292)\$	(221)\$	(128)\$	(695)\$	(367)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	(25)
Autres revenus	92	114	189	272	464
Frais autres que d'intérêts	23	46	35	90	85
Charge d'impôts ³⁾	(138)	(121)	(55)	(378)	(142)
Bénéfice net	(85)\$	(32)\$	81 \$	(135)\$	179 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	4	3	2	11	6
Bénéfice net (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	(89)\$	(35)\$	79 \$	(146)\$	173 \$
Autres données					
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	37 \$	37 \$	32 \$	36 \$	32 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

3) Compte tenu de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts présentée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des trimestres terminés le 31 juillet 2008 (103 \$), le 30 avril 2008 (100 \$) et le 31 juillet 2007 (101 \$) et des périodes de neuf mois terminées le 31 juillet 2008 (321 \$) et le 31 juillet 2007 (315 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires représente une perte de 89 millions de dollars pour le troisième trimestre, contre un bénéfice net de 79 millions de dollars au trimestre comparable de l'an dernier et une perte de 35 millions de dollars au trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts tiennent compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts. Ce montant est inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont présentés selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 103 millions de dollars pour le trimestre écoulé, contre 101 millions de dollars à la période comparable de 2007 et 100 millions de dollars au trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net est négatif de 292 millions de dollars pour le trimestre, soit 164 millions de dollars de moins qu'au même trimestre de 2007, et 71 millions de dollars de moins qu'au trimestre précédent de 2008. Ce recul est notamment attribuable aux coûts accrus nécessaires à l'obtention de capitaux et à la couverture du risque de taux d'intérêt de la Banque dans les marchés de gros en

raison de la conjoncture actuelle des marchés. Les variations de la juste valeur des dérivés ayant servi à la gestion de l'actif et du passif sont défavorables par rapport à l'exercice précédent, mais favorables par rapport au trimestre précédent.

Les autres revenus de 92 millions de dollars sont de 97 millions de dollars inférieurs à il y a un an et de 22 millions de dollars inférieurs à ceux du trimestre précédent. Cette diminution par rapport au trimestre correspondant de 2007 et au trimestre précédent de 2008 s'explique surtout par un recul des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction. La diminution par rapport au trimestre correspondant de 2007 a été partiellement compensée par la hausse des revenus tirés des activités de titrisation.

Les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 23 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 12 millions de dollars par rapport à il y a un an et de 23 millions de dollars sur le trimestre précédent. Dans ce dernier cas, la diminution vient surtout d'une hausse des frais juridiques au trimestre précédent.

Total

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	1 946 \$	1 873 \$	1 812 \$	5 633 \$	5 382 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	159	153	92	423	175
Autres revenus	1 428	1 299	1 389	3 752	4 030
Frais autres que d'intérêts	1 889	1 794	1 752	5 352	5 202
Charge d'impôts	287	209	296	689	859
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	29	36	29	96	85
Bénéfice net	1 010 \$	980 \$	1 032 \$	2 825 \$	3 091 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	32	22	16	75	35
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	978 \$	958 \$	1 016 \$	2 750 \$	3 056 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	21,0 %	21,4 %	21,7 % ²⁾	20,3 %	22,2 % ²⁾
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	457 \$	455 \$	409 \$	447 \$	402 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

2) Certains chiffres correspondants du présent rapport trimestriel ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle du trimestre à l'étude.

Faits saillants par secteur géographique

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
<i>(non vérifié)</i>					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires <i>(en millions de dollars)</i>					
Canada	594 \$	552 \$	639 \$	1 640 \$	1 744 \$
États-Unis	38	61	98	121	400
Mexique	94	75	112	232	383
Autres pays	313	348	201	913	624
Redressements du siège social	(61)	(78)	(34)	(156)	(95)
	978 \$	958 \$	1 016 \$	2 750 \$	3 056 \$
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>					
Canada	291 \$	293 \$	270 \$	289 \$	260 \$
États-Unis	29	29	25	29	30
Mexique	20	20	21	20	21
Autres pays	107	102	86	99	83
Redressements du siège social	10	11	7	10	8
	457 \$	455 \$	409 \$	447 \$	402 \$

Chiffres clés pour les trimestres

	31 juillet 2008	Pour les trimestres terminés les						
		30 avril 2008	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janv. 2007	31 oct. 2006
Total des revenus <i>(en millions de dollars)</i>	3 374 \$	3 172 \$	2 839 \$	3 078 \$	3 201 \$	3 102 \$	3 109 \$	2 868 \$
Total des revenus (BMEF ¹⁾) <i>(en millions de dollars)</i>	3 477	3 272	2 957	3 294	3 302	3 211	3 214	2 999
Bénéfice net <i>(en millions de dollars)</i>	1 010	980	835	954	1 032	1 039	1 020	897
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,99	0,97	0,83	0,95	1,03	1,04	1,02	0,90
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,98	0,97	0,82	0,95	1,02	1,03	1,01	0,89

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2007 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers. Aucune nouvelle convention comptable ayant des conséquences importantes n'a été adoptée par la Banque au cours du troisième trimestre de 2008.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2007.

Données sur les actions

	Au 31 juillet 2008
<i>(en milliers d'actions en circulation)</i>	
Actions ordinaires	989 892¹⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000²⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000³⁾
Actions privilégiées Série 14	13 800⁴⁾
Actions privilégiées Série 15	13 800⁵⁾
Actions privilégiées Série 16	13 800⁶⁾
Actions privilégiées Série 17	9 200⁷⁾
Actions privilégiées Série 18	13 800⁸⁾
Actions privilégiées Série 20	14 000⁹⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500¹⁰⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹¹⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹¹⁾
Titres fiduciaires Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹¹⁾
Billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia – Série A, émis par la Fiducie de billets secondaires Banque Scotia	1 000¹¹⁾
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires	24 599¹⁾¹²⁾

1) Au 15 août 2008, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours se chiffraient respectivement à 989 923 et à 24 422. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

5) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

6) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action, à l'exception du dividende initial payé le 29 janvier 2008, qui a été de 0,39195 \$ par action.

7) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,35 \$ par action, à l'exception du dividende initial payé le 28 avril 2008, qui a été de 0,33753 \$ par action.

8) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 29 juillet 2008 et s'est établi à 0,4315 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2013, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période initiale de cinq ans à taux fixe, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 2,05 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

9) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 29 juillet 2008 et s'est établi à 0,1678 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 octobre 2013, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,70 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

10) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

11) Présentés dans les dépôts au bilan consolidé.

12) Comprend 17 366 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (« composante DPV »).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 16 des états financiers consolidés du 31 octobre 2007 publiés dans le Rapport annuel 2007, et à la note 5 figurant à la page 27 du présent rapport.

État consolidé des résultats

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	3 888 \$	3 798 \$	3 536 \$	11 511 \$	10 317 \$
Titres	1 193	1 200	1 192	3 561	3 609
Titres pris en pension	170	204	325	603	938
Dépôts auprès d'autres banques	249	260	292	828	809
	5 500	5 462	5 345	16 503	15 673
Frais d'intérêts					
Dépôts	2 904	2 948	2 756	8 930	7 882
Débitures subordonnées	50	36	30	110	93
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	10	9	14	28	40
Autres	590	596	733	1 802	2 276
	3 554	3 589	3 533	10 870	10 291
Revenu d'intérêts net	1 946	1 873	1 812	5 633	5 382
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	159	153	92	423	175
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 787	1 720	1 720	5 210	5 207
Autres revenus					
Revenus sur cartes	102	93	92	290	274
Services de dépôt et de paiement	225	208	208	640	613
Fonds communs de placement	83	78	77	239	218
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	196	189	192	571	575
Commissions de crédit	164	140	143	437	404
Revenus de transaction	150	123	217	229	517
Services de banque d'investissement	193	170	184	527	573
Gain net sur les titres détenus à des fins autres que de transaction	90	59	134	169	340
Autres	225	239	142	650	516
	1 428	1 299	1 389	3 752	4 030
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 215	3 019	3 109	8 962	9 237
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	1 068	1 005	1 013	3 051	3 020
Locaux et technologie	368	359	335	1 054	991
Communications	82	80	76	237	224
Publicité et prospection	77	78	71	224	217
Honoraires	55	68	53	168	146
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	40	38	37	92	110
Autres frais	199	166	167	526	494
	1 889	1 794	1 752	5 352	5 202
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	1 326	1 225	1 357	3 610	4 035
Charge d'impôts	287	209	296	689	859
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	29	36	29	96	85
Bénéfice net	1 010 \$	980 \$	1 032 \$	2 825 \$	3 091 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	32	22	16	75	35
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	978 \$	958 \$	1 016 \$	2 750 \$	3 056 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en millions</i>)					
De base	989	986	988	986	990
Dilué	994	992	996	993	999
Bénéfice par action ordinaire (<i>en dollars</i>)					
De base	0,99 \$	0,97 \$	1,03 \$	2,79 \$	3,09 \$
Dilué	0,98 \$	0,97 \$	1,02 \$	2,77 \$	3,06 \$
Dividendes par action ordinaire (<i>en dollars</i>)	0,49 \$	0,47 \$	0,45 \$	1,43 \$	1,29 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Aux			
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007
Actif				
Liquidités				
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	2 914 \$	2 641 \$	2 138 \$	2 370 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	25 701	26 178	23 011	23 048
Métaux précieux	4 281	3 668	4 046	3 358
	32 896	32 487	29 195	28 776
Titres				
Détenus à des fins de transaction	56 016	62 138	59 685	63 797
Disponibles à la vente	34 314	34 322	28 426	28 636
Placements comptabilisés à la valeur de consolidation	853	802	724	424
	91 183	97 262	88 835	92 857
Titres pris en pension	17 774	15 323	22 542	26 834
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	113 830	108 382	102 154	99 000
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	48 971	45 273	41 734	41 360
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	111 921	104 928	85 500	84 778
	274 722	258 583	229 388	225 138
Provision pour pertes sur créances (note 3)	2 477	2 490	2 241	2 423
	272 245	256 093	227 147	222 715
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 497	11 782	11 538	10 289
Instruments dérivés	23 504	25 638	21 960	16 635
Terrains, bâtiments et matériel	2 542	2 506	2 271	2 296
Écart d'acquisition	2 134	2 162	1 134	1 140
Autres actifs incorporels	287	263	273	287
Autres actifs	8 345	9 057	6 615	6 286
	48 309	51 408	43 791	36 933
	462 407 \$	452 573 \$	411 510 \$	408 115 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	112 872 \$	109 994 \$	100 823 \$	98 171 \$
Entreprises et administrations publiques	191 239	176 878	161 229	156 668
Banques	28 358	35 566	26 406	32 146
	332 469	322 438	288 458	286 985
Autres				
Acceptations	11 497	11 782	11 538	10 289
Obligations relatives aux titres mis en pension	29 116	27 446	28 137	31 223
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	11 765	15 028	16 039	21 322
Instruments dérivés	22 981	24 010	24 689	15 352
Autres passifs	28 725	26 412	21 138	20 248
Participation sans contrôle dans les filiales	455	588	497	505
	104 539	105 266	102 038	98 939
Débitures subordonnées (note 4)	3 538	3 946	1 710	1 774
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	500	500	500	750
Capitaux propres				
Capital-actions				
Actions privilégiées (note 5)	2 560	2 210	1 635	1 290
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 728	3 643	3 566	3 521
Bénéfices non répartis	18 784	18 300	17 460	16 967
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 6)	(3 711)	(3 730)	(3 857)	(2 111)
	21 361	20 423	18 804	19 667
	462 407 \$	452 573 \$	411 510 \$	408 115 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la variation des capitaux propres

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	1 635 \$	600 \$
Émissions	925	690
Solde à la fin de la période	2 560	1 290
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Solde au début de la période	3 566	3 425
Émissions	163	139
Rachats aux fins d'annulation	(1)	(43)
Solde à la fin de la période	3 728	3 521
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	17 460	15 843
Effet cumulatif de l'adoption de nouvelles conventions comptables	–	(61) ¹⁾
	17 460	15 782
Bénéfice net	2 825	3 091
Dividendes : actions privilégiées	(75)	(35)
actions ordinaires	(1 411)	(1 278)
Rachats d'actions	(6)	(586)
Autres	(9)	(7)
Solde à la fin de la période	18 784	16 967
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de la période	(3 857)	(2 321)
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	–	683 ¹⁾
Autres éléments du résultat étendu	146	(473)
Solde à la fin de la période	(3 711)	(2 111)
Total des capitaux propres à la fin de la période	21 361 \$	19 667 \$

État consolidé du résultat étendu

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Résultat étendu				
Bénéfice net	1 010 \$	1 032 \$	2 825 \$	3 091 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice (note 6)				
Variation nette des gains (pertes) de change non réalisés	193	(465)	993	(531)
Variation nette des pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente	(243)	(146)	(513)	(81)
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	69	97	(334)	139
Autres éléments du résultat étendu	19	(514)	146	(473)
Résultat étendu	1 029 \$	518 \$	2 971 \$	2 618 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour obtenir une analyse des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Provenance (affectation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 010 \$	1 032 \$	2 825 \$	3 091 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	208	(7)	424	29
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	14	(73)	247	(70)
Titres détenus à des fins de transaction	6 511	6 979	4 980	(2 352)
Actifs dérivés	2 477	(1 180)	1 592	(5 617)
Passifs dérivés	(1 134)	1 621	(4 542)	3 110
Autres, montant net	2 940	2 019	4 442	(370)
	12 026	10 391	9 968	(2 179)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	7 903	314	29 240	28 896
Obligations relatives aux titres mis en pension	1 196	2 168	(416)	(1 894)
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	(3 301)	109	(4 637)	8 458
Actions privilégiées émises	350	–	925	690
Actions ordinaires émises	82	7	145	92
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(7)	(395)	(7)	(629)
Déventures subordonnées émises	–	–	2 194	–
Déventures subordonnées rachetées	(425)	(500)	(425)	(500)
Dividendes versés en espèces	(517)	(461)	(1 486)	(1 313)
Autres, montant net	309	57	1 258	2 814
	5 590	1 299	26 791	36 614
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	845	178	(776)	(6 024)
Titres pris en pension	(2 229)	(1 291)	5 458	(1 587)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(16 290)	(11 703)	(38 623)	(27 934)
Titrisations de prêts	892	1 321	2 584	2 764
Titres détenus à des fins autres que de transaction, montant net	(147)	(221)	(3 051)	(1 116)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(69)	(66)	(254)	(230)
Autres, montant net ¹⁾	(376)	–	(1 457)	(119)
	(17 374)	(11 782)	(36 119)	(34 246)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	31	(70)	136	(99)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	273	(162)	776	90
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 641	2 532	2 138	2 280
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période ²⁾	2 914 \$	2 370 \$	2 914 \$	2 370 \$
Décaissements effectués au titres des éléments suivants :				
Intérêts	3 627 \$	3 614 \$	10 851 \$	10 860 \$
Impôts sur les bénéfices	199 \$	220 \$	953 \$	836 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, comprend des placements dans des filiales, déduction faite de montants respectifs de néant et de 37 \$ au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (néant et 3 \$ respectivement au 31 juillet 2007) et de montants respectifs de néant et de néant au titre de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises (néant et 15 \$ respectivement au 31 juillet 2007).

2) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR »). Ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice.

1. Modifications de conventions comptables

Aucune nouvelle convention comptable ayant des conséquences importantes n'a été adoptée durant l'exercice en cours. Les modifications de conventions comptables sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice 2007 de la Banque.

2. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation en procédant à la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, la moyenne pondérée des hypothèses clés utilisées dans la mesure de la juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspond à un taux de remboursement par anticipation de 20 %, à une marge excédentaire de 1,5 % et à un taux d'actualisation de 3,9 %. Le tableau qui suit présente un sommaire des cessions réalisées par la Banque.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Produit net en espèces ¹⁾	892 \$	1 142 \$	1 321 \$	2 584 \$	2 764 \$
Droits conservés	32	37	28	85	77
Passif de gestion conservé	(5)	(6)	(9)	(15)	(20)
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	919	1 173	1 340	2 654	2 821
Gain net (perte) sur la cession	19 \$	31 \$	(11) \$	57 \$	4 \$

1) Exclut les prêts hypothécaires assurés qui ont été titrisés et conservés par la Banque et qui se sont établis à 157 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 (555 \$ au 30 avril 2008; 1 008 \$ au 31 juillet 2007) et à 2 063 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 (1 716 \$ au 31 juillet 2007). Au 31 juillet 2008, le solde des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevait à 4 850 \$ et ces actifs ont été classés comme titres disponibles à la vente.

3. Prêts douteux et provision pour pertes sur créances

a) Prêts douteux

(en millions de dollars)	Montant brut	Provisions spécifiques ¹⁾	Aux		
			31 juillet 2008	30 avril 2008	31 octobre 2007
			Montant net	Montant net	Montant net
Par type de prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	542 \$	162 \$	380 \$	237 \$	203 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	618	551	67	168	51
Prêts aux entreprises et aux administrations	1 003	441	562	440	347
Total	2 163 \$	1 154 \$	1 009 \$	845 \$	601 \$
Par secteur géographique					
Canada			308 \$	309 \$	231 \$
États-Unis			72	4	4
Autres pays			629	532	366
Total			1 009 \$	845 \$	601 \$

1) La provision spécifique pour prêts douteux évaluée de façon individuelle s'est établie à 441 \$ (464 \$ au 30 avril 2008; 383 \$ au 31 octobre 2007).

b) Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit présente un sommaire de la variation de la provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Solde au début de la période	2 498 \$	2 462 \$	2 516 \$	2 252 \$	2 618 \$
Radiations	(218)	(190)	(179)	(602)	(483)
Recouvrements	52	51	38	154	137
Dotation à la provision pour pertes sur créances ¹⁾	159	153	92	423	175
Autres, y compris le redressement de change	(6)	22	(34)	258	(14)
Solde à la fin de la période ¹⁾²⁾³⁾	2 485 \$	2 498 \$	2 433 \$	2 485 \$	2 433 \$

1) Au 31 juillet 2008, comprenait 143 \$ au titre des provisions spécifiques et 25 \$ au titre des provisions générales liées à l'acquisition d'une nouvelle filiale (149 \$ et 25 \$, respectivement, au 30 avril 2008; 37 \$ et 16 \$, respectivement, au 31 juillet 2007), montants qui pourraient changer au terme de l'évaluation des actifs liés aux prêts acquis.

2) Au 31 juillet 2008, 8 \$ avaient été comptabilisés dans les autres passifs (8 \$ au 30 avril 2008; 10 \$ au 31 juillet 2007).

3) Au 31 juillet 2008, la provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 1 323 \$ (1 323 \$ au 30 avril 2008; 1 298 \$ au 31 juillet 2007).

4) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, déduction faite de la réduction de néant de la provision générale. (Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2007, déduction faite de la réduction de néant et de 25 \$ de la provision générale, respectivement.)

4. Débentures subordonnées

Des débentures subordonnées d'un montant total de 300 millions de dollars ont été émises le 31 janvier 2008 et arriveront à échéance le 31 janvier 2018. Les intérêts sur ces débentures sont payables semestriellement à terme échu à partir du 31 juillet 2008, au taux annuel de 5,30 % jusqu'au 31 janvier 2013. Du 31 janvier 2013 à l'échéance, les intérêts sont payables trimestriellement à compter du 30 avril 2013 à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1,90 %. Ces débentures subordonnées sont remboursables en tout temps par la Banque, sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

Des débentures subordonnées rachetables d'un montant total de 10 milliards de yens ont été émises le 20 novembre 2007 et arriveront à échéance le 20 novembre 2037. Les intérêts sont payables semestriellement à terme échu à compter du 20 mai 2008, au taux annuel de 3,015 %. Les débentures subordonnées sont remboursables par la Banque le 20 novembre 2017 sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

Des débentures subordonnées d'un montant total de 1 700 millions de dollars ont été émises le 27 mars 2008 et

arriveront à échéance le 27 mars 2018. Les intérêts sont payables semestriellement à terme échu à compter du 29 septembre 2008, au taux annuel de 4,99 % jusqu'au 27 mars 2013. Du 27 mars 2013 à l'échéance, les intérêts sont payables trimestriellement à terme échu à compter du 27 juin 2013, à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 2,00 %. Ces billets subordonnés sont remboursables en tout temps par la Banque, sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

Des débentures subordonnées d'un montant total de 10 milliards de yens ont été émises le 9 avril 2008 et arriveront à échéance le 9 avril 2038. Les intérêts sont payables semestriellement à terme échu à compter du 9 octobre 2008, au taux annuel de 3,37 %. Les débentures subordonnées sont remboursables par la Banque le 9 avril 2018 sous réserve de l'approbation écrite préalable du surintendant des institutions financières du Canada. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

Le 22 juillet 2008, la Banque a remboursé la totalité de ses débentures subordonnées à 5,65 % échéant le 22 juillet 2013, d'un montant de 425 millions de dollars, à la valeur nominale majorée des intérêts courus à la date du rachat.

5. Gestion du capital

La Banque s'est donné un cadre de gestion du capital afin de mesurer, d'utiliser et de surveiller son capital disponible et d'en évaluer la suffisance. Ce cadre de gestion du capital vise à atteindre les trois principaux objectifs suivants : dépasser les seuils réglementaires et atteindre les cibles internes de capitaux à plus long terme, conserver une cote de crédit élevée et offrir un rendement acceptable aux actionnaires de la Banque.

Le capital est géré conformément à la politique de gestion du capital, qui est approuvée par le conseil d'administration. La haute direction élabore la stratégie en matière de capital et supervise les processus de gestion du capital de la Banque. Les groupes Finance, Trésorerie du Groupe et Gestion du risque global de la Banque jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la stratégie de la Banque en matière de capital et dans la gestion du capital. Le capital est géré en fonction de mesures du capital réglementaires et de mesures internes.

Même si la Banque est assujettie à plusieurs exigences en matière de fonds propres dans les différents secteurs d'activité et pays dans lesquels elle exerce ses activités, la suffisance des fonds propres est gérée sur une base consolidée. La Banque prend également des mesures pour s'assurer que ses filiales respectent ou dépassent les exigences réglementaires en matière de fonds propres au niveau local. Le principal organisme de réglementation auquel la Banque doit se conformer à l'égard de la suffisance de ses fonds propres consolidés est le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF ») du Canada. Les règles en matière de suffisance des fonds propres au Canada sont conformes dans une large mesure aux normes internationales fixées par la Banque des règlements internationaux. L'accord de Bâle sur les fonds propres révisé (« Bâle II ») a été adopté par la Banque et les autres banques canadiennes pour l'exercice en cours.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, les coefficients de capital réglementaire sont déterminés conformément au cadre révisé sur les fonds propres fondé sur le rapport intitulé « Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres, dispositif révisé », communément appelé Bâle II. Les modifications apportées au calcul des fonds propres réglementaires par rapport à l'accord précédent (« Bâle I ») portent essentiellement sur le montant et la classification des inclusions et déductions au capital prescrites, comme le calcul de la déduction pour provision admissible et la déduction pour les sociétés définies (notamment les entités d'assurance et les sociétés associées), qui se subdivise maintenant en deux catégories de capital. En outre, le calcul de l'actif pondéré en fonction du risque a été révisé pour mieux harmoniser les paramètres de pondération avec le profil de risque individuel de chaque banque, en apportant des modifications importantes aux pondérations prescrites pour le risque de crédit, notamment par le recours à des mesures internes du risque de crédit et l'introduction d'une nouvelle pondération clarifiée pour l'exposition au risque d'exploitation. D'une manière générale, les exigences en matière de capital qui visent le risque de marché n'ont pas subi de changement.

Lorsqu'une banque parvient à prouver sa pleine conformité aux exigences de l'approche NI avancée et que le BSIF approuve l'utilisation de cette approche, la banque peut alors l'utiliser pour calculer les fonds propres requis. Toutefois, afin de limiter une baisse soudaine des fonds propres dans l'ensemble du secteur, des fonds propres minimums ont été imposés pour les deux premières années suivant l'adoption intégrale de l'approche NI avancée. Un seuil de fonds propres équivalant à 90 % de la formule préconisée par Bâle I s'applique durant la première année de l'autorisation définitive et un seuil de 80 % s'applique à la deuxième année, au besoin. Au cours du deuxième trimestre, la Banque a obtenu l'autorisation d'appliquer le seuil de 90 % de la part des autorités de réglementation.

La Banque a reçu une autorisation conditionnelle de la part du BSIF pour l'utilisation, en date du 1^{er} novembre 2007, de l'approche NI avancée à l'égard de ses portefeuilles importants du Canada, des États-Unis et d'Europe. Il est prévu que cette approche sera adoptée à l'égard des autres portefeuilles de crédit

en novembre 2010. Dans l'intervalle, la Banque utilisera l'approche standard pour ces portefeuilles. Par ailleurs, elle utilise actuellement l'approche standard pour calculer les fonds propres requis pour le risque d'exploitation.

Le capital réglementaire total se compose du capital de catégorie 1 et du capital de catégorie 2 et se présente comme suit :

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 juillet 2008	Aux	
		30 avril 2008	31 octobre 2007 ¹⁾
Capitaux propres présentés dans le bilan consolidé	21 361 \$	20 423 \$	18 804 \$
Obligations au titre des instruments de capitaux propres – titres de fiducies	2 750	2 750	2 750
Participation sans contrôle dans les filiales	455	588	497
Déduction au titre de l'écart d'acquisition	(2 134)	(2 162)	(1 134)
Composantes du cumul des autres éléments du résultat exclues du capital de catégorie 1	155	(19)	(692)
Autres déductions du capital ²⁾	(512)	(507)	–
Capital de catégorie 1	22 075 \$	21 073 \$	20 225 \$
Déventures subordonnées admissibles, déduction faite de l'amortissement	3 234	3 659	1 452
Obligations au titre des instruments de capitaux propres – billets de fiducie secondaires	1 000	1 000	1 000
Autres éléments de capital, montant net ³⁾	(265)	(144)	304
Capital de catégorie 2	3 969 \$	4 515 \$	2 756 \$
Capital réglementaire total	26 044 \$	25 588 \$	22 981 \$

1) Depuis le 1^{er} novembre 2007, le capital réglementaire est déterminé conformément à Bâle II. Les chiffres correspondants au 31 octobre 2007 ont été déterminés conformément à Bâle I.

2) Comprend principalement 50 % des placements dans des sociétés définies et acquises après le 1^{er} janvier 2007. Avant le 1^{er} novembre 2007, l'intégralité des placements dans certaines sociétés définies étaient déduits du capital de catégorie 2. Depuis le 1^{er} novembre 2007, ces placements acquis après le 1^{er} janvier 2007 sont désormais séparés entre le capital de catégorie 1 et le capital de catégorie 2 à raison de 50 % chacun.

3) Comprend principalement le montant au titre de provision admissible pour pertes sur créances et les gains nets non réalisés après impôts sur les titres disponibles à la vente diminué des déductions prescrites, notamment les placements dans des sociétés définies.

Les deux principaux coefficients de capital réglementaire servant à évaluer la suffisance du capital, soit le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, sont obtenus en divisant ces composantes du capital par l'actif pondéré en fonction du risque. L'actif pondéré en fonction du risque est obtenu au moyen de l'application d'une combinaison de mesures internes du risque de crédit de la Banque et des pondérations en fonction du risque prescrites par le BSIF à l'exposition au risque d'éléments inscrits au bilan ou hors bilan.

Les coefficients minimaux de capital réglementaire prescrits par le BSIF sont de 7 %, dans le cas du capital de catégorie 1, et de 10 %, dans le cas du capital total. La Banque a dépassé ces seuils minimaux pour toutes les périodes visées. Le BSIF a aussi prescrit un ratio actif/capital maximal que la Banque a respecté pour toutes les périodes visées.

Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Des actions privilégiées de série 17 à dividende non cumulatif totalisant 230 millions de dollars ont été émises le 31 janvier 2008. Elles donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif de 0,35 \$ par action, payable trimestriellement lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant. Le dividende initial, versé le 28 avril 2008, s'est chiffré à 0,33753 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées par la Banque à compter du 26 avril 2013 moyennant un paiement de 26,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés qui n'auront pas été versés à la date alors fixée pour le rachat et, par la suite, d'une prime annuelle dégressive jusqu'au 26 avril 2017. Après cette date, aucune prime ne sera versée au rachat. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

Des actions privilégiées de série 18 à dividende non cumulatif et à taux révisé tous les cinq ans d'un montant total de 300 millions de dollars et de 45 millions de dollars, respectivement, ont été émises le 25 mars 2008 et le 27 mars 2008. Ces actions donnent droit à un dividende en espèces privilégié fixe non cumulatif payable trimestriellement lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant, de 0,3125 \$ par action pour la période à taux fixe initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2013. Le dividende initial de 0,4315 \$ par action, a été versé le 29 juillet 2008. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront déterminés par la somme des taux du gouvernement du Canada sur cinq ans majorée de 2,05 %, multipliée par 25,00 \$. Les détenteurs d'actions privilégiées de série 18 ont le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées de série 19 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 avril 2013 et chaque 26 avril à tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées de série 19 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor majorée de 2,05 %, multiplié par 25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de l'option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées de série 18 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 000 000 d'actions à la date prévue de conversion des actions privilégiées de série 18, la totalité des actions privilégiées de série 18 émises et en circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées de série 19. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada, les actions privilégiées de série 18 et, s'il y

a lieu, les actions privilégiées de série 19 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 avril 2013 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 avril 2013, les actions privilégiées de série 19 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

Des actions privilégiées de série 20 à dividende non cumulatif et à taux révisé tous les cinq ans d'un montant total de 350 millions de dollars ont été émises le 10 juin 2008. Ces actions donnent droit à un dividende en espèces privilégié fixe non cumulatif payable trimestriellement lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant, d'un montant de 0,3125 \$ par action pour la première période de taux fixe de cinq ans se terminant le 25 octobre 2013. Le dividende initial a été versé le 29 juillet 2008 et s'est établi à 0,1678 \$ par action. Après la première période de taux fixe de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront déterminés par la somme des taux du gouvernement du Canada sur cinq ans majorée de 1,70 %, multipliée par 25,00 \$. Les porteurs d'actions privilégiées de série 20 ont le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées de série 21 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 octobre 2013 et par la suite, le 26 octobre tous les cinq ans. Les actions privilégiées de série 21 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor majorée de 1,70 %, multipliée par 25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de l'option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées de série 20 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 000 000 d'actions à la date prévue de conversion des actions privilégiées de série 20, la totalité des actions privilégiées de série 20 émises et en

circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées de série 21. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada, les actions privilégiées de série 20 et, s'il y a lieu, les actions privilégiées de série 21 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 octobre 2013 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 octobre 2013, les actions privilégiées de série 21 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

Au cours du premier trimestre de 2007, la Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin de racheter jusqu'à 20 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 2 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 31 décembre 2007. L'offre s'est terminée le 11 janvier 2008. La Banque n'a pas racheté d'actions ordinaires aux termes de cette offre au cours du premier trimestre.

Au cours du troisième trimestre de 2008, la Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin de racheter jusqu'à 20 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 2 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 30 avril 2008. L'offre prendra fin le 11 janvier 2009 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la plus rapprochée de ces deux dates. Au cours du troisième trimestre, la Banque a racheté 125 000 actions ordinaires aux termes de cette offre.

Au troisième trimestre, la Banque a émis 803 060 actions du capital autorisé aux termes du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires de la Banque. Ces actions ordinaires supplémentaires ont été émises au prix moyen de 48,88 \$ l'action.

6. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2008 et des autres éléments du résultat étendu pour la période de neuf mois terminée à cette date se présentaient comme suit :

Cumul des autres éléments du résultat étendu

Aux dates indiquées et pour les périodes de neuf mois terminées à ces dates

	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Montant transitoire	Variation nette	Solde de clôture
(en millions de dollars)	31 octobre 2007		31 juillet 2008	31 octobre 2006	1 ^{er} novembre 2006		31 juillet 2007
Gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(4 549)\$	993 \$	(3 556)\$¹⁾	(2 321)\$	– \$	(531)\$	(2 852)\$ ¹⁾
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	639	(513)	126²⁾	–	706	(81)	625 ²⁾
Gains (pertes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	53	(334)	(281)³⁾	–	(23)	139	116 ³⁾
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(3 857)\$	146 \$	(3 711)\$	(2 321)\$	683 \$	(473)\$	(2 111)\$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de 546 \$ (néant au 31 juillet 2007).

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 81 \$ (355 \$ au 31 juillet 2007). Le gain net non réalisé au 31 juillet 2008 comprend des pertes non réalisées (après impôts) de 574 \$ sur les titres disponibles à la vente (200 \$ au 31 juillet 2007).

3) Déduction faite d'une économie d'impôts de 132 \$ (charge de 57 \$ au 31 juillet 2007).

Autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des composantes des autres éléments du résultat étendu.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminés les	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Variation nette des pertes de change non réalisées				
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net ¹⁾	279 \$	(742)\$	1 602 \$	(859)\$
Gains (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, montant net ²⁾	(86)	277	(609)	328
	193	(465)	993	(531)
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente				
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente, montant net ³⁾	(213)	(118)	(356)	23
Reclassement des gains nets au bénéfice net ⁴⁾	(30)	(28)	(157)	(104)
	(243)	(146)	(513)	(81)
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Gains (pertes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net ⁵⁾	187	(129)	487	5
Reclassement des (gains) pertes au bénéfice net, montant net ⁶⁾	(118)	226	(821)	134
	69	97	(334)	139
Autres éléments du résultat étendu	19 \$	(514)\$	146 \$	(473)\$

1) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, déduction faite d'une charge d'impôts de néant (néant au 31 juillet 2007).

2) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, déduction faite d'une économie d'impôts de 28 \$ et de 119 \$, respectivement (néant et néant, respectivement, au 31 juillet 2007).

3) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, déduction faite d'une économie d'impôts de 83 \$ et de 187 \$, respectivement (économie d'impôts de 56 \$ et charge d'impôts de 26 \$, respectivement, au 31 juillet 2007).

4) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet

2008, déduction faite d'une charge d'impôts de 22 \$ et de 70 \$, respectivement (charge d'impôts de 17 \$ et de 54 \$, respectivement, au 31 juillet 2007).

5) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, déduction faite d'une charge d'impôts de 85 \$ et de 223 \$, respectivement (économie d'impôts de 64 \$ et charge d'impôts de 3 \$, respectivement, au 31 juillet 2007).

6) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, déduction faite d'une charge d'impôts de 54 \$ et de 380 \$, respectivement (économie d'impôts de 113 \$ et de 67 \$, respectivement, au 31 juillet 2007).

7. Instruments financiers**Gestion du risque financier**

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise les instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de gestion de l'actif et du passif. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché. La Banque mise sur un cadre de gestion du risque élaboré pour contrôler, évaluer et gérer ces risques. Ce cadre de gestion du risque comporte quatre principales composantes :

- Des pratiques exhaustives de gestion du risque qui déterminent la tolérance de la Banque au risque, qui établissent les plafonds et contrôles selon lesquels la Banque et ses filiales peuvent exercer leurs activités et qui reflètent les exigences des organismes de réglementation. Ces politiques sont approuvées par le conseil d'administration de la Banque, directement ou par l'entremise du Comité de direction et de gestion du risque.
- Des lignes directrices sont élaborées afin de clarifier les plafonds inhérents au risque et les conditions aux termes desquelles les politiques de gestion du risque de la Banque doivent être mises en œuvre.
- Des processus sont mis en place afin de permettre l'identification, l'évaluation, la documentation, la communication d'information et le contrôle des risques. Les normes établissent l'étendue et les attentes en matière de qualité de l'information requise nécessaire à la prise de décision.

- L'observation des politiques, des plafonds et des lignes directrices en matière de gestion du risque est évaluée et contrôlée et des rapports à cet effet sont produits afin de veiller à ce que les objectifs établis soient atteints.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses engagements financiers ou contractuels envers la Banque. Le groupe Gestion du risque global élabore la stratégie de gestion du risque et la politique sur le risque de crédit de la Banque, et celles-ci sont examinées et approuvées tous les ans par le conseil d'administration. La stratégie de gestion du risque de crédit définit les marchés cibles et le seuil de tolérance à l'égard du risque qui sont établis à l'échelle de la Banque, lesquels sont ensuite redéfinis en fonction de chaque unité d'exploitation. Cette stratégie a pour objectifs de veiller à ce que pour la Banque, y compris chacune des unités d'exploitation :

- les marchés cibles et les produits et services offerts soient bien définis;
- les paramètres de risque à l'égard des nouvelles opérations et de l'ensemble des portefeuilles soient bien précisés;
- les opérations, notamment le montage, la syndication, la vente de prêts et les couvertures, soient gérées de manière à assurer l'atteinte des objectifs fixés pour l'ensemble des portefeuilles.

La politique de gestion du risque de crédit présente le détail, entre autres choses, des systèmes d'évaluation de la solvabilité et des estimations paramétriques connexes, ainsi que de la délégation de pouvoir sur la question de l'octroi de crédit, du calcul de la provision pour pertes sur créances et de l'autorisation des radiations. Elle fait partie intégrante des politiques et procédures à l'échelle de la Banque qui englobent la gouvernance, la gestion du risque et la structure du contrôle.

Les systèmes d'évaluation du risque de crédit de la Banque permettent d'établir les paramètres estimatifs clés du risque de crédit, lesquels mesurent le risque de crédit et le risque inhérent à une opération. Pour les risques non liés aux portefeuilles de prêts aux particuliers, les paramètres sont associés à chaque facilité de crédit et à ses opérations au moyen d'une cote pour l'emprunteur et d'une cote pour l'opération. Le risque inhérent à l'emprunteur est évalué à l'aide de méthodes propres à des segments de l'industrie ou à des secteurs d'activité. Le risque inhérent aux facilités accordées à un emprunteur donné est évalué à la lumière de la structure des facilités et des garanties. En ce qui concerne les portefeuilles de prêts aux particuliers, chaque cas est attribué à une catégorie particulière (prêts immobiliers garantis, autres opérations de détail – crédit à terme, crédit renouvelable non garanti) et, au sein de chaque catégorie, à une cote de risque. Cette méthode permet de bien différencier les risques et d'estimer, d'une manière appropriée et uniforme, les caractéristiques de la perte éventuelle au niveau de la catégorie et des cotes de risque.

Qualité du crédit des actifs financiers

Le portefeuille des grandes entreprises de la Banque est bien diversifié par secteur et les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2007.

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de petits prêts à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. De par leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés.

a) Grandes sociétés et entreprises

Les décisions en matière de crédit sont fondées sur l'évaluation du risque de crédit de l'emprunteur ou de la contrepartie.

Parmi les principaux facteurs dont l'évaluation tient compte, mentionnons l'équipe de direction de l'emprunteur, les résultats financiers actuels et prévus ainsi que les antécédents en matière de crédit de l'emprunteur, le secteur au sein duquel l'emprunteur exerce ses activités, les tendances économiques et le risque géopolitique. Les unités d'exploitation de la Banque et le groupe Gestion du risque global passent régulièrement en revue la qualité du portefeuille de prêts dans l'ensemble de la Banque afin d'évaluer si les tendances économiques ou des événements particuliers peuvent avoir une incidence sur le rendement du portefeuille.

Au 31 juillet 2008, une proportion considérable du portefeuille de prêts autorisés aux grandes sociétés et aux entreprises était constituée de prêts cotés à l'interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à l'attribution d'une notation de grande qualité de la part des agences de notation externes.

b) Prêts aux particuliers

Les méthodes de la Banque en matière de consentement de crédit et de modélisation des risques au Canada sont centrées sur le client plutôt que sur le produit. En général, les décisions liées aux prêts aux particuliers sont fondées sur des cotes de risque qui sont générées à l'aide de modèles prédictifs de notation. Les demandes de crédit individuelles sont traitées par le logiciel d'approbation de crédit de la Banque qui permet de calculer la dette maximale que le client peut contracter.

Au 31 juillet 2008, le montant des prêts aux particuliers en souffrance autres que les prêts douteux était peu élevé.

Instruments dérivés

Pour contrôler le risque de crédit lié aux produits dérivés, la Banque met en œuvre les mêmes opérations et processus de gestion du risque de crédit que ceux qui sont utilisés dans les activités de prêt aux fins de l'évaluation et de l'approbation du risque de crédit éventuel. La Banque établit des plafonds pour chaque contrepartie, mesure le risque à sa juste valeur actuelle, majorée pour tenir compte du risque futur, et fait appel à des techniques d'atténuation du risque de crédit comme la compensation et le nantissement. Les contreparties de grande qualité représentaient une proportion considérable de l'exposition au risque de crédit découlant des opérations sur produits dérivés de la Banque au 31 juillet 2008.

Les instruments dérivés utilisés par la Banque comprennent les dérivés de crédit dans ses portefeuilles de placement et de prêts. La Banque accorde de la protection de crédit comme solution de rechange à la prise en charge d'un risque découlant d'une participation dans des actifs constitués d'obligations ou de prêts, tandis qu'elle obtient de la protection de crédit pour gérer ou atténuer les risques de crédit.

Garanties

a) Garanties détenues

Dans le cours normal de ses activités, la Banque obtient des garanties relativement à certaines opérations afin de réduire son risque de contrepartie. La Banque est habituellement autorisée à vendre ou à redonner en nantissement les garanties qu'elle reçoit selon les modalités habituelles et usuelles applicables aux activités normales visant des dérivés, aux activités de prêts et d'emprunt de titres et aux autres activités de prêts.

b) Garanties données

Dans le cours normal de ses activités, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Au 31 juillet 2008, le total des actifs donnés en nantissement s'établissait à 43 milliards de dollars (46 milliards de dollars au 30 avril 2008; 40 milliards de dollars au 31 octobre 2007). Les opérations de nantissement sont exécutées selon les modalités communes et usuelles applicables aux activités normales visant des dérivés, aux activités de prêts et d'emprunt de titres et aux autres activités de prêts. La Banque met en œuvre des contrôles de gestion du risque standards en ce qui a trait au nantissement d'actifs.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. Le risque d'illiquidité de la Banque fait l'objet de contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré dans le cadre des politiques et des plafonds approuvés par le conseil d'administration. Le conseil reçoit des rapports sur l'exposition au risque et sur les résultats obtenus par rapport aux plafonds approuvés. Le Comité de gestion du passif supervise le risque d'illiquidité pour la haute direction, avec laquelle il se réunit sur une base hebdomadaire.

Les éléments clés du cadre de gestion du risque d'illiquidité de la Banque sont les suivants :

- mesures et plafonds relatifs à la gestion du risque d'illiquidité, y compris l'établissement de plafonds à l'égard des sorties de

fonds nettes maximales par devise pouvant être effectuées au cours d'une période à court terme donnée;

- diversification prudente des activités de financement de gros au moyen de divers programmes de financement afin d'accéder aux marchés des capitaux internationaux et de gérer son profil d'échéance, lorsque c'est nécessaire;
- maintien d'un bloc considérable d'actifs liquides aux fins du soutien des activités, tel qu'il est indiqué dans le tableau plus bas. De façon générale, la Banque peut vendre ou donner ces actifs en nantissement en vue d'honorer ses engagements;
- essais dans des conditions critiques visant la liquidité, y compris des scénarios à l'échelle de la Banque, à l'échelle canadienne et à l'échelle mondiale;
- élaboration d'un plan d'urgence en matière de liquidité.

Actifs liquides

			Au
			31 juillet 2008
	Dollars canadiens	Devises	Total
<i>(en millions de dollars)</i>			
Trésorerie et dépôts à la Banque du Canada	743 \$	4 931 \$	5 674 \$
Dépôts auprès d'autres banques	3 668	23 554	27 222
Titres	50 925	22 488	73 413
Prêts à vue et à moins de un an	–	919	919
	55 336 \$	51 892 \$	107 228 \$
Actifs liquides en pourcentage de l'actif total			23,2 %

Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles de certains des passifs financiers de la Banque au 31 juillet 2008. Les passifs-dépôts de la Banque présentés ci-dessous ont été comptabilisés au Canada et aux États-Unis et ils s'élèvent à 256 milliards de dollars, soit 77 % du total des dépôts de la Banque.

<i>(en millions de dollars)</i>	Payables à vue	Payables sur préavis	Payables à terme fixe			Total
			Moins de un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dépôts	18 927 \$	7 298 \$	157 706 \$	61 972 \$	9 710 \$	255 613 \$
Débiteures subordonnées	–	–	257	–	3 281	3 538
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	–	–	–	–	500	500
Total	18 927 \$	7 298 \$	157 963 \$	61 972 \$	13 491 \$	259 651 \$

Dépôts

Les activités étrangères de la Banque ont des cadres de gestion de la liquidité qui sont semblables à celui de la Banque. Les dépôts locaux sont gérés sous l'angle du risque d'illiquidité en fonction des cadres de gestion locaux et des exigences réglementaires locales.

Engagements de crédit

Dans le cours normal des activités, la Banque contracte des engagements de crédit qui représentent une promesse de rendre un crédit disponible à certaines conditions, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'une durée déterminés. Ces engagements, qui ne sont pas reflétés dans le bilan consolidé, sont assujettis aux normes habituelles en matière de crédit, de contrôle financier et de contrôle du risque. Au 31 juillet 2008, la plupart des engagements de crédit avaient une durée à courir jusqu'à l'échéance de moins de un an.

Instruments dérivés

La Banque est exposée au risque d'illiquidité lorsqu'elle a recours à des instruments dérivés pour répondre aux besoins des clients, pour générer des revenus des activités de transaction, pour gérer les risques de marché et de crédit liés à ses activités d'octroi de prêts, de financement et de placement ainsi que pour réduire le coût de son capital. Au 31 juillet 2008, plus de la moitié de la valeur nominale de référence des instruments dérivés de la Banque venaient à échéance à moins de un an, tandis que 85 % de ceux-ci venaient à échéance à moins de cinq ans.

Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (dont les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité. Le risque de marché fait l'objet de

contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré au moyen du cadre de politiques et plafonds à l'égard du risque de marché, lequel est approuvé par le conseil d'administration. Le CGP et le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques veillent à l'application du cadre établi par le conseil et ils surveillent les risques de marché auxquels la Banque est exposée ainsi que les activités qui donnent lieu à ces risques.

La Banque fait appel à un certain nombre de mesures et de modèles pour mesurer et contrôler le risque de marché. Les mesures utilisées sont choisies en fonction d'une évaluation de la nature des risques que comporte une activité particulière. Les principales techniques de mesure sont la valeur à risque (« VAR »), les essais dans des conditions critiques, l'analyse de sensibilité et les modèles de simulation et l'analyse des écarts. Le conseil d'administration passe en revue les résultats de ces mesures sur une base trimestrielle. Les modèles sont validés séparément avant leur mise en œuvre et ils font l'objet d'un examen périodique officiel.

La VAR est une mesure statistique qui sert à estimer la perte de valeur potentielle des positions de transaction de la Banque attribuable aux fluctuations défavorables des cours du marché sur un horizon temporel déterminé et selon un seuil de confiance donné (se reporter à la rubrique « Gestion du risque lié aux portefeuilles de transaction » à la page 34). La qualité de la VAR de la Banque est validée par des évaluations rétroactives régulières, au cours desquelles la VAR est comparée aux bénéfices et aux pertes hypothétiques et réels. À titre de complément à la VAR, la Banque a aussi recours à des essais dans des conditions critiques afin d'évaluer l'incidence, sur les portefeuilles de transaction, de mouvements anormalement amples dans les facteurs du marché et de périodes d'inactivité prolongée. Le programme d'essais dans des conditions critiques est conçu de manière à circonscrire les principaux risques et à faire en sorte que le capital de la Banque puisse aisément absorber les pertes potentielles résultant d'événements anormaux. La Banque soumet ses portefeuilles de transaction à plus de 75 essais dans des conditions critiques chaque jour et à plus de 250 essais dans des conditions critiques chaque mois.

L'analyse de sensibilité permet d'évaluer l'effet de l'évolution des taux d'intérêt sur les résultats courants et sur la valeur économique de l'actif et du passif. Les modèles de simulation selon différents scénarios sont particulièrement importants pour la gestion du risque inhérent aux produits de dépôt, de prêt et de placement que la Banque offre aux particuliers. L'analyse des écarts sert à évaluer la sensibilité aux taux d'intérêt qu'on trouve dans les services que la Banque offre aux particuliers, dans ses services bancaires de gros et dans son secteur Opérations internationales. Dans le cadre d'une analyse des écarts, les actifs et les passifs ainsi que les instruments dérivés sensibles aux taux d'intérêt sont classés selon des périodes données, selon les dates contractuelles d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, en prenant la date la plus proche, en fonction des dates prévues de modification des taux.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt, y compris le risque d'écart de taux, correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt, aux taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, aux variations du prix du crédit sur le marché et à la solvabilité d'un émetteur donné. La Banque gère activement son exposition aux taux d'intérêt en vue d'améliorer le revenu d'intérêts net dans le cadre de tolérances établies à l'égard du risque. Le risque de taux d'intérêt découlant des activités de financement et de placement de la Banque est géré conformément aux politiques et aux plafonds globaux approuvés par le conseil, qui visent à contrôler le risque auquel sont assujettis le bénéfice et la valeur économique des capitaux propres. Le plafond relatif au bénéfice mesure l'incidence d'une variation donnée des taux d'intérêt sur le bénéfice net de l'exercice de la Banque, tandis que celui qui est lié à la valeur économique mesure l'incidence d'une variation donnée des taux d'intérêt sur la valeur actuelle de l'actif net de la Banque. Celle-ci utilise aussi des plafonds d'écart pour contrôler le risque de taux d'intérêt afférent à chaque devise.

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt au 31 juillet 2008, le tableau suivant indique l'incidence possible après impôts sur le bénéfice net au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les devises.

Sensibilité aux taux d'intérêt

<i>(en millions de dollars)</i>	Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres
Augmentation de 100 points de base	14 \$	(153)\$
Diminution de 100 points de base	(75)\$	190 \$

Risque de change

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme et de la volatilité des taux de change. Le risque de la Banque lié à ses investissements nets dans des établissements étrangers autonomes est assujéti au plafond approuvé par le conseil d'administration. Ce plafond tient compte de la volatilité éventuelle des capitaux propres et de l'incidence éventuelle des fluctuations du change sur les coefficients de capital. Chaque trimestre, le CGP examine la position de la Banque quant à ces investissements nets. La Banque peut protéger ce risque en totalité ou en partie en finançant ces placements dans la même monnaie ou au moyen d'autres instruments financiers, notamment des dérivés.

La Banque est exposée au risque de change sur le bénéfice issu de ses établissements étrangers. Pour gérer ce risque, elle extrapole ses revenus et ses dépenses en devises, qui sont principalement libellés en dollars américains, sur un certain nombre de trimestres futurs. Le CGP évalue les données

économiques et effectue des prévisions afin de décider quelle est la tranche des revenus et des dépenses estimatifs futurs en devises à couvrir. Les instruments de couverture comprennent généralement les contrats au comptant et à terme sur devises ainsi que les options sur devises et les swaps de devises.

En l'absence de couverture, au 31 juillet 2008, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les devises dans lesquelles la Banque exerce ses activités entraînerait une diminution (augmentation) de son bénéfice annuel avant impôts d'environ 37 millions de dollars, principalement en raison de sa position en dollars américains. Au 31 juillet 2008, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien donnerait lieu à une augmentation (diminution) d'environ 162 millions de dollars des pertes de change non réalisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu figurant dans les capitaux propres.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des instruments de capitaux propres. Le risque lié aux cours des actions est souvent subdivisé en deux catégories : le risque sur actions général, qui renvoie à la sensibilité d'un instrument ou de la valeur d'un portefeuille aux fluctuations du cours de l'ensemble des titres de capitaux propres, et le risque lié à des titres particuliers, qui renvoie à la partie de la volatilité du cours d'un instrument de capitaux propres donné qui est déterminée selon les caractéristiques propres à l'entité.

La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de placement de titres de participation, lesquels portefeuilles font l'objet de contrôles approuvés par le conseil d'administration en matière de plafonds s'appliquant aux portefeuilles, à la valeur à risque et aux essais dans des conditions critiques. Les placements en titres de capitaux propres comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi qu'un portefeuille diversifié de fonds gérés par des tiers.

La plupart des portefeuilles de placement de titres de participation de la Banque sont gérés par le Groupe Trésorerie sous l'orientation stratégique du CGP. Le Groupe Trésorerie délègue la gestion d'une partie des portefeuilles de titres de participation et de titres de nature semblable à Gestion de placements Scotia Cassels Limitée et à d'autres gestionnaires de fonds externes afin de bénéficier de leur expertise dans des créneaux et des produits déterminés.

Au 31 juillet 2008, la juste valeur des titres de capitaux propres disponibles à la vente s'établissait à 3 221 millions de dollars.

Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Les politiques, processus et contrôles de la Banque à l'égard de ses activités de transaction sont conçus de manière à établir un équilibre entre l'exploitation rentable des occasions de transaction et la gestion de la volatilité des résultats, dans un cadre de pratiques saines et prudentes. Les activités de transaction sont surtout axées sur le client, mais ont trait aussi aux besoins propres de la Banque.

Le risque de marché découlant des activités de transaction de la Banque est géré conformément aux politiques et aux plafonds

approuvés par le conseil, y compris les plafonds globaux établis par la VAR et les essais dans des conditions critiques.

Les portefeuilles de transaction sont évalués à la valeur de marché conformément aux politiques d'évaluation de la Banque. Les positions sont évaluées à la valeur de marché quotidiennement et les évaluations sont examinées de façon régulière et indépendante par les services administratifs ou par les unités du groupe Gestion du risque global. En outre, ces unités établissent des rapports sur les gains et les pertes, sur la VAR et sur le respect des plafonds établis, qu'elles remettent aux dirigeants des unités d'exploitation et à la haute direction, qui les évaluent et y donnent suite au besoin. La VAR est calculée chaque jour selon un seuil de confiance de 99 % et une période de détention de un jour ainsi qu'à l'aide de simulations historiques fondées sur 300 jours de données du marché. Par conséquent, environ une fois par tranche de 100 jours, les positions du portefeuille de transaction peuvent subir une perte supérieure à celle prévue par la VAR.

Le tableau ci-dessous présente la VAR de la Banque par facteur de risque :

<i>(en millions de dollars)</i>	VAR quotidienne par facteur de risque			
	Au 31 juillet 2008	Trimestre terminé le 31 juillet 2008		
		Moyenne	Plafond	Plancher
Taux d'intérêt	12,9	13,0	16,6	10,8
Actions	2,9	3,5	4,6	2,7
Change	1,0	0,9	1,8	0,6
Marchandises	2,9	3,0	3,4	2,5
Effet de la diversification	(4,3)	(4,6)	s.o.	s.o.
VAR à l'échelle de la Banque	15,4	15,8	17,5	13,9

Couvertures

Il existe trois principaux types de couvertures aux fins de la comptabilité : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe des actifs et des passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des obligations, les prêts, les passifs-dépôts et les débetures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise les couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable des passifs-dépôts en taux fixe. Le reclassement du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des 12 prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en cours devrait donner lieu à une perte nette d'environ 122 millions de dollars (après impôts). Au 31 juillet 2008, la durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à dix ans.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont constatés dans les résultats lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont portés aux résultats.

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et comptabilisée dans les résultats de la période en cours, dans l'état consolidé des résultats. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, la Banque a inscrit un gain de 17 millions de dollars (gain de 1 million de dollars au 31 juillet 2007), qui comprend un gain de 6 millions de dollars (perte de 1 million de dollars au 31 juillet 2007) relativement à ses couvertures de flux de trésorerie, en raison de la tranche inefficace des couvertures désignées. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, la Banque a inscrit un gain de 14 millions de dollars (gain de 7 millions de dollars au 31 juillet 2007), qui comprend un gain de 13 millions de dollars (gain de 3 millions de dollars au 31 juillet 2007) relativement à ses couvertures de flux de trésorerie. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout ajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée restante de la couverture d'origine ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

Éléments détenus à des fins de transaction

La Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction. Ces deux éléments sont inscrits à leur juste valeur et les variations de cette juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque transige des dérivés de crédit pour le compte de ses clients. La Banque peut acheter les prêts sous-jacents à un tiers pour couvrir économiquement son exposition aux dérivés. Par conséquent, la Banque réduit considérablement, voire élimine, la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre les deux instruments. La juste valeur de ces prêts s'élevait à 8,6 milliards de dollars au 31 juillet 2008 (7,5 milliards de dollars au 30 avril 2008 et 4,1 milliards de dollars au 31 octobre 2007). Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction du trimestre et de la période de neuf mois

terminés le 31 juillet 2008 correspondaient respectivement à une perte de 5 millions de dollars (perte de 82 millions de dollars au 31 juillet 2007) et à une perte de 232 millions de dollars (gain de 122 millions de dollars au 31 juillet 2007). Ces variations de la juste valeur ont été essentiellement annulées par la variation de la juste valeur des instruments dérivés connexes.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque achète des éléments d'actif de prêts dans des portefeuilles spécialement autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur. La juste valeur de ces prêts s'élevait à 64 millions de dollars au 31 juillet 2008 (83 millions de dollars au 30 avril 2008 et 151 millions de dollars au 31 octobre 2007). Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008 correspondaient respectivement à une perte de moins de 1 million de dollars (perte de 1 million de dollars au 31 juillet 2007) et à une perte de 3 millions de dollars (gain de 8 millions de dollars au 31 juillet 2007).

La Banque a classé certains passifs au titre de billets de dépôt comportant des modalités de renouvellement comme étant détenus à des fins de transaction, afin de réduire considérablement la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces passifs s'établissait à 404 millions de dollars au 31 juillet 2008 (573 millions de dollars au 30 avril 2008 et 847 millions de dollars au 31 octobre 2007). Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu d'intérêts net correspondaient respectivement à un gain de moins de 1 million de dollars (gain de 14 millions de dollars au 31 juillet 2007) et à une perte de 13 millions de dollars (gain de 15 millions de dollars au 31 juillet 2007). Les variations de la juste valeur, essentiellement attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt, ont été en grande partie compensées par les variations de la juste valeur des instruments dérivés connexes. Au 31 juillet 2008, la Banque était tenue aux termes de contrats de verser 401 millions de dollars aux porteurs des billets à l'échéance (569 millions de dollars au 30 avril 2008 et 853 millions de dollars au 31 octobre 2007).

8. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les			Périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Charges au titre des prestations constituées					
Régimes de retraite	– \$	1 \$	5 \$	2 \$	21 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	29	30	30	88	90
	29 \$	31 \$	35 \$	90 \$	111 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans les présentes données.

9. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir :

Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité figurant aux pages 16 à 20.

10. Acquisitions

Le 13 mai 2008, la Banque a convenu avec Sanpaola S.p.A de faire l'acquisition de ses actions et autres participations dans Scotiabank Peru en contrepartie d'environ 230 millions de dollars, ce qui fera passer la participation de la Banque dans cette dernière de 78 % à 98 %. Cette opération a été comptabilisée pendant le trimestre considéré et s'est traduite par une augmentation d'environ 63 millions de dollars de l'écart d'acquisition et une réduction de 164 millions de dollars de la participation sans contrôle dans les filiales. La répartition du prix d'achat pourrait être modifiée à mesure que la Banque procède à son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

En 2007, la Banque a acquis une participation dans Dundee Wealth Inc. Aux termes de la convention initiale, la Banque pouvait faire l'acquisition d'actions supplémentaires sur le marché secondaire jusqu'à concurrence d'une participation de 19,9 %. Au cours du troisième trimestre, la Banque a exercé ce droit et a fait l'acquisition d'actions supplémentaires, ce qui a porté sa participation à environ 19,4 %. Ce placement est comptabilisé selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

Le 14 juillet 2008, la Banque a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec E*TRADE Financial Corporation visant l'acquisition de 100 % de E*TRADE Canada pour 442 millions de dollars américains. L'opération est assujettie à l'approbation des autorités de réglementation et devrait être conclue au cours du quatrième trimestre.

Le 26 novembre 2007, la Banque a conclu l'acquisition de Banco del Desarrollo, au Chili, en acquérant 99,5 % des actions en circulation en contrepartie de l'équivalent de 1,0 milliard de dollars canadiens. L'actif de Banco del Desarrollo au moment de l'acquisition se chiffrait à environ l'équivalent de 5,6 milliards de dollars canadiens et il se composait essentiellement de prêts. La Banque regroupera les activités de Banco del Desarrollo avec les activités bancaires existantes de Scotiabank Sud Americano. Selon les justes valeurs à la date d'acquisition, environ l'équivalent de 797 millions de dollars canadiens a été attribué à la valeur estimative de l'écart d'acquisition acquis. L'attribution du coût d'acquisition se précisera à mesure que la Banque progressera dans son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débetures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2008

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier	29 janvier
1 ^{er} avril	28 avril
2 juillet*	29 juillet
7 octobre	29 octobre

* 4 juillet (actions privilégiées série 20)

Date de l'assemblée générale annuelle pour l'exercice 2008

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2008 aura lieu à Halifax (Nouvelle-Écosse) à 10 h 00, heure de l'Atlantique, le mardi 3 mars 2009.

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 26 août 2008 à compter de 14 h HAE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1-800-733-7571 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien « Relations avec les investisseurs » du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 26 août au 9 septembre 2008, au numéro de téléphone 416-640-1917, code 21280123, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

RENSEIGNEMENTS

Investisseurs

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-866-5982
Télécopieur : 416-866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-3925
Télécopieur : 416-866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-877-982-8767
Télécopieur : 1-888-453-0330
Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company, Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401 U.S.A.
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-866-4790
Télécopieur : 416-866-4048
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



MD Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.



Recyclé
Contribue à l'utilisation responsable
des ressources forestières

Cert no. SW-COC-1383
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council